

(N° 8.)

## SÉNAT DE BELGIQUE

RÉUNION DU 13 NOVEMBRE 1924

### Rapport de la Commission de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale, chargée d'examiner le Projet de Loi relatif à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré.

(Voir les n<sup>os</sup> 18 (session de 1922-1923); 122, 306, 326, 338, 356, 364, 365, 367, 379, 409 (session de 1923-1924) et les Ann. parl. de la Chambre des Représentants, séances des 12, 17 et 24 juin; 1, 2, 3, 4, 8, 15, 23 et 25 juillet 1924; et le n° 257 (session de 1923-1924) du Sénat.)

Présents : MM. HUBERT, président ; BAECK, CARPENTIER, DEMOULIN, EYLENBOSCH, HENRICOT, LOMBARD, MOYERSON, RONGY, RUTTEN, SOLAU, VAN ROOSBROECK et le chevalier DE GHELLINCK D'ELSEGHEM, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

A la séance du 3 juillet 1924, M. le Ministre Tschoffen, en terminant son beau discours, s'écriait : « Nous élevons, pour abriter la population ouvrière, le plus vaste monument d'assurance sociale qui ait été édifié en Europe », et à une des dernières séances du Sénat, l'honorable Ministre Masson, rappelant ce que le Gouvernement avait réalisé pour la classe ouvrière, rendait la même pensée en disant que le projet de loi d'assurance en vue de la vieillesse mettait la Belgique à la tête des nations du continent. Nous allons examiner dans ce rapport si les appréciations ministérielles étaient fondées et nous caressons l'espoir que l'étude du projet ralliera à leur opinion tous ceux qui sont appelés à le voter, ainsi que les nombreux bénéficiaires qui en apprécieront bientôt les avantages.

Au premier aspect, le projet semble compliqué, aussi bien faut-il l'examiner avec soin en chacune de ses parties et c'est alors qu'on se rend compte qu'il forme un tout complet et qu'il s'adresse à toutes les situations. Nous diviserons donc notre rapport en plusieurs chapitres et pour mieux faire ressortir la supériorité du projet, il est utile de le comparer à la législation antérieure.

Nous diviserons donc notre travail comme suit :

|                                               | PAGES |
|-----------------------------------------------|-------|
| Critiques de la loi du 20 août 1920. . . . .  | 2     |
| Supériorité du projet en discussion . . . . . | 3     |

|                                                              | PAGES |
|--------------------------------------------------------------|-------|
| Bénéficiaires de la loi . . . . .                            | 5     |
| Période normale . . . . .                                    | 6     |
| § 1 <sup>er</sup> . Montant des pensions et rentes . . . . . | 6     |
| § 2. Montant des versements obligatoires . . . . .           | 7     |
| § 3. Destination des versements obligatoires . . . . .       | 10    |
| § 4. Répartition des versements obligatoires . . . . .       | 13    |
| Fonds spécial de l'article 20. . . . .                       | 14    |
| Période transitoire . . . . .                                | 15    |
| Versements facultatifs des assujettis . . . . .              | 21    |
| Pension gratuite . . . . .                                   | 21    |
| Assurés libres . . . . .                                     | 22    |
| Ouvriers étrangers . . . . .                                 | 24    |
| Organismes de l'assurance . . . . .                          | 24    |
| Pénalités . . . . .                                          | 25    |
| Dispositions spéciales . . . . .                             | 25    |
| Conclusions . . . . .                                        | 26    |

### CRITIQUES DE LA LOI DE 1920.

Tous connaissent le régime de la loi de 1920. Si cette loi a été votée à la quasi unanimité dans les deux Chambres, c'est parce qu'on a dû tenir compte à cette époque des difficultés rencontrées, à la suite de la guerre, par les vieillards pour subvenir à leurs besoins, mais en temps normal cette loi n'aurait pas trouvé grâce aux yeux d'un grand nombre de législateurs. Nous pourrions même ajouter que la loi n'eût pas été votée si elle n'avait eu un caractère provisoire. Aussi ne peut-il être question d'ériger le système mis alors en vigueur en système définitif. La loi de 1920 prête le flanc à bien des critiques que je veux résumer en quelques mots :

Le premier reproche que l'on peut lui adresser, c'est de n'être pas une loi de pension. En effet, quand on considère les éléments constituant la caractéristique de la pension, nous n'en trouvons qu'un dans cette loi, c'est la condition d'âge, mais la condition essentielle lui manque, c'est-à-dire l'indépendance absolue des ressources du requérant. La loi de 1920 est basée sur l'indigence de l'impétrant, c'est une loi de secours qui varie d'après les besoins du pensionné et non une loi de pension.

Un autre reproche, c'est son insuffisance absolue de rendement, et cela à un double point de vue : quant au nombre des bénéficiaires et quant à la quotité de l'allocation. Il y a d'après les statistiques environ 450,000 vieillards âgés de soixante-cinq ans et plus ; or, il n'y en a que 250,000 qui jouissent de l'allocation. La pension est donc loin d'être généralisée.

Ensuite, au lieu de 720 francs d'allocation, la moyenne n'est que de 540 francs. L'insuffisance de rendement est donc notoire.

D'autre part, il y a l'incertitude dans le chef du pensionné. S'il touche l'allocation cette année, il n'est pas certain de la toucher encore l'année suivante. Une décision administrative, une interprétation plus restrictive peut enlever la pension au bénéficiaire. C'est l'instabilité complète.

Il y a enfin l'impossibilité de fixer des règles précises et immuables pour l'évaluation uniforme des ressources possédées par les requérants. On en arrive ainsi à des applications contradictoires dans la fixation du taux des pensions, et les circulaires ministérielles n'ont pas réussi jusqu'à ce jour, à éviter les appréciations subjectives des fonctionnaires et des organismes chargés de l'exécution de la loi.

Si nous abandonnons à présent les reproches d'ordre matériel pour examiner ceux d'ordre moral, nous constatons que ces derniers sont encore plus graves.

Tout d'abord, la confiance des intéressés dans la justice de la loi a été ébranlée, par suite du manque d'application uniforme de la loi dans les différentes régions du pays et même dans la même région. Ce reproche est assurément très grave, mais il y a plus ; la loi a encouragé le manque de sincérité des demandeurs dans la déclaration de leurs ressources. Il va de soi, que nous ne voulons évidemment pas incriminer indistinctement tous les vieillards : les abus constatés sont une suite inévitable du système. Aussi toute loi supprimant l'enquête préalable, constituera-t-elle un éminent progrès.

Enfin, troisième reproche d'ordre moral : la loi punit les prévoyants et accorde un privilège injustifié et injustifiable aux imprévoyants : les éléments les plus méritants de la classe ouvrière sont sacrifiés et c'est là un des griefs les plus graves que l'on peut faire à la loi de 1920.

### SUPÉRIORITÉ DU PROJET DE LOI.

Le projet de loi qui nous est soumis échappe à toutes ces critiques : ce n'est pas une loi de bienfaisance, c'est une loi de prévoyance et d'assurance sociales, une loi de relèvement social, qui rend à chacun selon ses œuvres.

Est-ce à dire que la loi de 1920 cessera ses effets quand le projet actuel entrera en vigueur ? Nullement, la chose a déjà été proclamée par l'honorable Ministre de l'Industrie et du Travail, par le Rapporteur à la Chambre, par les divers orateurs qui ont, à la Chambre, défendu le projet, mais devant l'insistance de quelques-uns, il est bon de le répéter.

La loi nouvelle ne touche en rien aux droits des bénéficiaires de la loi de 1920. Ce qui revient à dire que ceux qui touchent actuellement l'allocation de 600, 660 ou 720 francs, continueront à la toucher annuellement jusqu'à leur décès, à moins que le retour à meilleure fortune n'autorise une révision de leur pension, conformément aux règles édictées dans la loi de 1920 elle-même. Tous ceux donc qui bénéficient de la loi antérieure, n'ont pas à se préoccuper des stipulations de la législation soumise à nos délibérations. Ainsi donc, les situations acquises, resteront acquises. De plus, diverses stipulations du projet sont plus favorables que la loi de 1920 et nous verrons dans quelles conditions les pensionnés actuels pourront en bénéficier.

Le projet actuel s'adresse aux travailleurs et est basé sur une triple collaboration : le salarié, le patron et l'Etat, voilà les trois éléments qui vont devoir intervenir dans la constitution de la pension de vieillesse et de la rente de veuve.

Il n'y a pas lieu d'entrer dans de longues considérations pour justifier la collaboration de ces trois éléments.

Si, autrefois, il y a pu avoir divergence d'opinion au point de vue de la collaboration du travailleur, il semble bien que ces discussions n'ont plus guère qu'un intérêt rétrospectif et l'accord semble établi sur la nécessité du paiement d'une cotisation par l'intéressé lui-même. Du reste, ce principe a toujours été admis pour la constitution de la pension du mineur, et il serait au moins étrange de voir appliquer un autre principe quand il s'agit de la majorité des travailleurs. Les salaires gagnés aujourd'hui enlèvent à la question ce qu'elle pouvait avoir de délicat avant la guerre et, de plus, la modicité de l'effort réclamé quand on le compare aux avantages assurés est de nature à mettre fin à toute controverse en cette matière.

Quant à la cotisation patronale exigée par le projet, elle se justifie amplement. Que peut-on, en effet, objecter contre l'obligation imposée au patron de comprendre dans les frais généraux de son entreprise, non seulement

l'entretien de son usine et de son matériel, mais aussi l'assurance de ses ouvriers ? Actuellement déjà bon nombre de patrons l'ont compris et nombreux sont ceux qui prévoient des allocations importantes comme part d'intervention dans les pensions de leurs ouvriers ; c'est un devoir de solidarité sociale et le projet se borne à généraliser le système et à transformer en texte législatif une coutume qui prenait de l'extension d'année en année. Les industriels soucieux de leurs intérêts et comprenant leur devoir social ne s'en plaindront pas et verront de bon oeil ce système devenir la loi commune.

Ce régime est du reste en application de temps immémorial dans l'industrie charbonnière, où l'intervention patronale constitue une quote-part du salaire. Le projet ne fait donc que transplanter dans l'industrie en général, le régime qui a donné d'excellents résultats dans une industrie spéciale.

Mieux vaut baser la cotisation du patron sur le salaire, plutôt que de la prélever sur les bénéfices ; ceux-ci sont trop aléatoires pour servir de base à une cotisation qui par essence doit présenter assez d'uniformité d'une année à l'autre.

Quant à l'intervention de l'État, inutile d'entrer dans de longs développements pour la justifier. Cette intervention a du reste été établie avant qu'une loi ait régi la matière des pensions, car, dès 1891, le Gouvernement avait à sa disposition un crédit limitatif à répartir entre les affiliés à la Caisse de retraite. Ce crédit était de 120,000 francs par an jusqu'au moment où la première loi sur les pensions, votée en 1900, a donné une existence législative à l'intervention de l'État. La dépense de ce chef était de 16 millions par an, chiffre qui, sous le régime de la loi de 1920, est monté à 125 millions dont l'État supporte le poids à raison de cinq huitièmes, les provinces un huitième et les communes deux huitièmes.

Ce qui était légitime dans un régime d'assurance libre, l'est d'autant plus quand l'obligation de la pension est décrétée par le législateur.

On a dit aussi que le projet actuel supprime la pension gratuite. Rien n'est plus faux. Nous l'avons déjà prouvé pour ce qui concerne les vieillards pensionnés sous le régime de la loi de 1920. Mais nous verrons que la pension de l'assujetti est gratuite, car la cotisation qu'il aura à verser est à peine suffisante pour payer la rente de survie à sa veuve. La pension de vieillesse est acquise par la cotisation de l'employeur et la contribution de l'État et nous constaterons que même en de nombreux cas, l'État se verra obligé d'accorder gratuitement des majorations lorsque les pensions et les rentes seront insuffisantes.

Mais ce qui constitue surtout la haute portée sociale du projet, sa supériorité sur toutes les autres législations, c'est qu'il comprend plusieurs innovations des plus heureuses et qui seront accueillies avec reconnaissance par les bénéficiaires.

Le titre même du projet nous les indique : ce titre ne porte pas seulement la formule ordinaire : *projet de loi relatif à l'assurance en vue de la vieillesse*, mais il y a une seconde mention : *et du décès prématuré*.

Le projet en discussion est double : il prévoit la constitution d'une pension de vieillesse aux vieux travailleurs et à leur épouse ; en outre, en vue de réaliser une idée caressée depuis longtemps par les mutualistes, — quoiqu'ayant été considérée comme un idéal difficile à atteindre, — il prévoit la constitution d'une rente de survie au profit de la veuve de l'assujetti et l'octroi à celle-ci d'une allocation spéciale d'orphelin si celle-ci a des enfants de moins de seize ans à sa charge.

Le caractère familial des avantages prévus par la loi n'échappera à personne : c'est un élément que l'on ne rencontre dans aucune autre législation.

## DES BÉNÉFICIAIRES DE LA LOI.

Nous avons à examiner en premier lieu à quels travailleurs s'adresse le projet. Les articles 1 et 2 nous donnent la réponse à cette question.

En règle générale, tous les travailleurs seront assujettis à la loi. Il en faut excepter cependant :

- 1° Les travailleurs qui gagnent plus de 12,000 francs de salaire par an ;
- 2° Les travailleurs occupés pour le compte des administrations publiques et qui de ce chef ont droit à une pension de retraite ;
- 3° Les ouvriers mineurs qui bénéficient d'une législation spéciale ;
- 4° Les employés et tous ceux qui tombent sous l'application de la loi relative au contrat d'emploi. Une législation spéciale en matière de pension sera élaborée en leur faveur.

Les travailleurs du sexe féminin comme ceux du sexe masculin, occupés pour le compte d'un employeur et dont la rémunération ne dépasse pas 12,000 francs par an, sont assujettis à la loi. Comme nous aurons lieu de le faire remarquer encore, la législation proposée présente un caractère tout nouveau : elle tient compte non seulement de l'intéressé au point de vue individuel, mais à cet élément individuel elle ajoute l'élément familial, elle s'intéresse à la composition de la famille et prend en considération les charges familiales. Sur proposition de la Section centrale, le Gouvernement, et il y a lieu de le féliciter pour son geste, a accepté que le maximum de 12,000 francs soit augmenté de 1,000 francs par enfant âgé de moins de seize ans.

C'est là une innovation heureuse qui aura une bienfaisante répercussion au sein des familles nombreuses. Le sacrifice consenti par l'État sera largement compensé par les résultats d'ordre matériel et moral obtenus par cette augmentation dans le calcul des ressources de l'intéressé. Nous formons le vœu que cette innovation ne soit que le début d'avantages législatifs que méritent les familles nombreuses.

Mais à côté des assujettis obligatoires, le projet ne pouvait se désintéresser du sort des travailleurs qui ne sont pas occupés pour le compte d'un employeur et dont le nombre est cependant très important. Parmi ceux-ci il y a les ouvriers qui travaillent pour leur propre compte, les petits artisans, les commerçants modestes, les petits agriculteurs ; on ne pouvait d'autre part exclure des avantages de la loi les épouses et les enfants de ces derniers ainsi que les épouses et les enfants des assujettis.

Si le projet n'avait pris aucune mesure en leur faveur, il y aurait plus d'un million d'intéressés qui n'auraient pu constituer les rentes prévues par suite de l'absence des subsides de l'État, à moins toutefois, d'effectuer personnellement des versements plus importants. Cette situation n'eut pas été équitable, mais nous n'aurons pas à la déplorer, grâce aux mesures édictées dans la loi.

Toutes les catégories d'intéressés peuvent, s'ils effectuent personnellement des versements d'un montant déterminé, bénéficier de tous les avantages que la loi accorde aux assujettis ; ils forment une catégorie spéciale : ce sont les assurés libres.

Mais comme les ressources gouvernementales sont limitées et partant ne peuvent être gaspillées, il fallait établir des limites aux ressources des intéressés. Ces avantages ne pouvaient être accordés à tous ceux-ci, quel que soit le montant de leurs ressources ; pour les épouses et les enfants des assujettis, il est tenu uniquement compte de la qualité d'assujetti de leur mari ou de leur père. Mais pour les autres catégories d'assurés libres,

le projet n'admet au bénéfice des primes de l'État que ceux dont les revenus ne dépassent pas 15,000 francs par an.

Ici encore, nous retrouvons le caractère familial de la législation, en ce sens que le maximum est augmenté de 500 francs par enfant âgé de moins de seize ans.

Il est évident toutefois qu'une loi de cette nature ne peut produire ses pleins effets qu'au bout d'un certain nombre d'années. Avant d'aboutir à la période normale il y a une longue période transitoire à traverser. Il nous faut donc étudier séparément le régime prévu pour chacune de ces périodes.

### PÉRIODE NORMALE.

Pour bien nous rendre compte du mécanisme de la loi, nous commencerons par étudier tout ce qui concerne la période normale.

Comme nous l'avons vu, le projet du Gouvernement a pour but de résoudre de façon définitive et complète les questions des pensions de vieillesse, et des rentes de survie ou de veuve. Nous devons donc étudier de près, quels sont les moyens proposés à cet effet et pour plus de clarté, nous examinerons successivement quatre questions principales :

- 1<sup>o</sup> Montant des pensions et rentes ;
- 2<sup>o</sup> Montant des versements obligatoires ;
- 3<sup>o</sup> Destination de ces versements ;
- 4<sup>o</sup> Répartition de ces versements.

Nous verrons ensuite quelles sont les mesures prises pour que pendant la période transitoire les bénéficiaires jouissent des mêmes avantages.

Disons tout d'abord, que la période normale ne s'ouvrira qu'au bout de quarante-cinq ans ; seuls y sont compris les travailleurs âgés de vingt et un ans et moins au 1<sup>er</sup> janvier 1926 ; tous les autres jouiront des avantages spéciaux de la période transitoire.

#### PREMIÈRE SECTION. — *Montant des pensions et rentes.*

Alors que sous les législations antérieures les rentes acquises par les versements des intéressés et les subsides des pouvoirs publics n'étaient que peu importantes, le projet de loi a voulu faire œuvre grande et stable et il a porté la pension du vieux travailleur au taux maximum prévu par la loi de 1920. Tout travailleur qui se sera conformé aux prescriptions de la loi, touchera une pension uniforme de 720 francs. La différence de pension d'après la population de la commune habitée par l'intéressé est supprimée ; c'est l'égalité complète pour tous. Ensuite, l'octroi de la pension n'est plus soumis à l'enquête ; elle est de droit pour son bénéficiaire et elle lui reste acquise jusqu'à son décès. De cette manière, deux des principaux griefs que nous avions à articuler contre la loi de 1920 viennent à tomber et il en résulte un avantage hautement appréciable pour les intéressés.

Mais ce n'est pas tout, l'épouse du travailleur n'a pas été oubliée ni sacrifiée. Elle aussi touchera, à l'âge de soixante-cinq ans, une pension du même import de 720 francs ; donc, si à cet âge son mari est encore en vie, les ressources d'un ménage composé du mari et de la femme âgés tous deux de soixante-cinq ans, s'élèveront à 1,440 francs. Nous ne pouvons assez insister sur ce point. Ici aussi la femme touchera cette pension définitivement et sans enquête sur la situation financière de la famille.

Mais le mari peut décéder avant que la femme ait atteint l'âge de soixante-cinq ans. Le projet pourvoit à cette situation par l'allocation d'une rente de survie à la veuve, quel que soit son âge, pourvu que le mari se soit conformé aux prescriptions légales.

Cette rente de survie pour la veuve qui n'a pas atteint l'âge de soixante-cinq ans, est proportionnelle au nombre et à l'importance des versements annuels effectués par l'assuré; elle peut atteindre 360 francs, mais il y a un minimum fixé par le projet : jamais cette rente ne sera inférieure à 120 fr., car l'Etat accorde gratuitement sans condition une majoration de cet import lorsque la rente de 360 francs n'aura pas été constituée.

Il en résulte que si un seul versement obligatoire a été effectué, la veuve a droit à une rente de survie de 120 francs, sa vie durant.

Quand la veuve aura atteint l'âge de soixante-cinq ans, à cette rente de survie viendra s'ajouter une rente de vieillesse dont le montant s'élèvera à 600 francs au minimum, si la femme a continué de faire des versements réguliers en tant qu'assurée libre. En ce cas, les ressources ainsi assurées à la veuve seront de  $360 + 600 = 960$  francs.

Si le père meurt, laissant des enfants de moins de seize ans, nés de son mariage ou à charge du ménage, le projet s'occupe du sort de ses orphelins et alloue à la mère une pension de 120 francs par enfant et cela sans conditions, c'est-à-dire, quels que soient le nombre et l'importance des versements effectués par le père. Cette pension ne s'éteint qu'au fur et à mesure que les enfants atteignent l'âge de seize ans.

Si les enfants sont orphelins de père et de mère, à cette pension de 120 fr. par tête, vient s'en ajouter une seconde de la même importance. Chaque enfant touchera alors une somme annuelle de 240 francs, jusqu'à l'âge de seize ans.

Qui ne voit les avantages considérables octroyés par le projet de loi ? La situation lamentable des veuves et orphelins se trouve par le fait améliorée dans des proportions qu'on n'aurait pu espérer il y a peu d'années.

Répetons, que pendant la période normale, ces rentes de vieillesse et de survie et les allocations d'orphelins sont accordées de droit aux intéressés. L'enquête qui laisse une si pénible impression, est donc totalement supprimée.

Voyons maintenant si les sacrifices demandés ne sont pas disproportionnés aux résultats obtenus et aux capacités des intéressés.

## DEUXIÈME SECTION. — *Du montant des versements obligatoires.*

Nous avons vu plus haut que trois éléments concourent aux versements obligatoires à effectuer pour la constitution des pensions et rentes et nous avons justifié cette triple collaboration.

Le projet de loi veut que la pension du travailleur devienne pour lui un droit et ne soit plus soumise à l'aléa d'une enquête et à l'appréciation d'une commission. Pour atteindre ce but, il est indispensable qu'il participe lui-même à la constitution de la pension, à celle de sa femme et des enfants, au moyen de versements réguliers. Les rentes ainsi constituées seront sa propriété et quelles que soient les modifications qui pourraient intervenir dans la législation sur la matière, ou quels que soient les motifs pour lesquels il aura cessé ses versements, les rentes ainsi formées lui restent définitivement acquises ; il ne peut en être spolié.

Nous ne nous occupons en ce moment que de la période normale, d'après les calculs établis par le Gouvernement, à supposer que la loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1926; les assujettis de cette période sont tous les travailleurs

nés après 1906, c'est-à-dire, ceux qui au 1<sup>er</sup> janvier 1926, n'auront pas atteint l'âge de vingt et un ans. La période transitoire aura donc une durée de quarante-cinq ans et cessera en 1971.

Le projet déposé à la Chambre établissait une distinction :

- 1<sup>o</sup> Entre les assujettis célibataires du sexe masculin âgés de moins de dix-huit ans, et les assujettis du sexe féminin d'une part ;
- 2<sup>o</sup> Les assujettis célibataires du sexe masculin âgés de plus de dix-huit ans et les assujettis veufs ou divorcés, et
- 3<sup>o</sup> Enfin les assujettis mariés du sexe masculin.

Leurs versements annuels étaient différents et réglés comme suit :

Pour la 1<sup>re</sup> catégorie, le projet fixait ce versement à 12 francs par an.

|   |                |   |   |   |    |   |
|---|----------------|---|---|---|----|---|
| » | 2 <sup>e</sup> | » | » | » | 24 | » |
| » | 3 <sup>e</sup> | » | » | » | 36 | » |

Mais la Commission de la Chambre n'a pas cru devoir maintenir la différence qui existait entre les assujettis du sexe masculin célibataires de plus de dix-huit ans, veufs ou divorcés d'une part, et les assujettis mariés du sexe masculin d'autre part, et la Chambre a suivi les suggestions de la Commission. Les motifs allégués pour mettre tous ces assujettis sur le même pied au point de vue des versements sont des plus sérieux.

En effet, un certain nombre de membres auraient voulu voir augmenter la pension des épouses des assujettis ; celle-ci était fixée à 360 francs. Mais devant le désir exprimé de porter cette pension à 720 francs, c'est-à-dire au même taux que celle du mari, il a fallu chercher de nouvelles ressources et il a paru raisonnable de ne pas demander un sacrifice plus fort aux assujettis mariés qui, en règle générale, ont charge d'enfants et l'idée a alors surgi d'exiger des célibataires âgés de plus de dix-huit ans, veufs et divorcés, le même sacrifice que des mariés. Les salaires de ces deux catégories d'assujettis sont les mêmes, on peut leur demander la même cotisation, celle-ci a donc été fixée uniformément à 36 francs.

Il n'y a donc plus que deux taux de versement :

12 francs par an, pour les assujettis du sexe féminin et les célibataires du sexe masculin âgés de moins de dix-huit ans ;

36 francs par an, pour les assujettis du sexe masculin âgés de plus de dix-huit ans, qu'ils soient mariés, veufs, divorcés ou célibataires.

Pourquoi cette différence dans la cotisation annuelle obligatoire ? L'idée qui a présidé à cette fixation est qu'on ne peut exiger des assujettis qu'un sacrifice proportionné à leurs ressources et aux résultats à atteindre et la combinaison de ces deux éléments d'appréciation ont amené les rédacteurs du projet à exiger un effort moindre d'un assujetti du sexe féminin ou d'un assujetti célibataire du sexe masculin âgé de moins de dix-huit ans : celui-ci est, en effet, à cet âge, dans sa période d'apprentissage et ainsi il ne bénéficie que d'un salaire peu élevé. La femme reçoit généralement un salaire moindre que celui des hommes. D'autre part, pour ces deux catégories d'assujettis, le montant total des versements est exclusivement affecté à la constitution de la rente de vieillesse.

En ce qui concerne les autres assujettis, il y a lieu de prévoir, en outre, la constitution d'une rente de veuve. On ne doit pas perdre de vue qu'un célibataire, un veuf ou un divorcé, peut se marier ou se remarier, et si on attendait l'arrivée de cet événement pour commencer la constitution de la rente de veuve, il arriverait, dans de nombreux cas, que celle-ci serait peu importante.

La destination des versements doit également être prise en considération



pour la fixation des versements annuels de l'intéressé. Nous examinerons ce point prochainement.

La cotisation exigée du travailleur n'est guère exagérée, elle se réduit à demander 10 centimes par jour à l'assujetti marié, et au célibataire de plus de dix-huit ans : 3,3 centimes au célibataire de moins de dix-huit ans et à la femme exerçant un métier.

Quel est le salarié qui ne puisse s'imposer cette minime contribution ? Grâce à celle-ci, il met sa vieillesse à l'abri du besoin, il assure la situation de sa veuve et de ses orphelins. Ce sont là des résultats qui auront leur heureuse répercussion sur la paix sociale.

Voilà ce qui concerne les versements obligatoires des assujettis. A ces versements correspondent les versements patronaux. Le montant de la cotisation patronale est égal à celui du versement personnel. Il est donc fixé à 12 francs pour les assujettis célibataires de moins de dix-huit ans et pour les assujettis du sexe féminin ; et à 36 francs pour les autres catégories, c'est-à-dire pour les célibataires de plus de dix-huit ans et pour les mariés.

Ce qui entre ici en ligne de compte, c'est la destination des versements, comme nous le verrons incessamment.

Il en est de même de la contribution de l'État et cela pour les mêmes motifs. La cotisation de l'État est égale à 50 p. c. des versements personnels et patronaux réunis. La contribution de l'État sera donc de 12 francs pour la première catégorie et de 36 francs pour la deuxième.

Nous pouvons résumer la situation dans le tableau suivant :

| CATÉGORIE                                                                                                                     | VERSEMENT<br>PERSONNEL | COTISATION<br>DU<br>PATRON | CONTRIBUTION<br>DE<br>L'ÉTAT | TOTAL<br>DES<br>VERSEMENTS |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|----------------------------|------------------------------|----------------------------|
| 1 <sup>o</sup> a) Assujettis célibataires<br>du sexe masculin âgés de<br>moins de dix-huit ans. . . . .                       | 12                     | 12                         | 12                           | 36                         |
| b) Assujettis du sexe fémi-<br>nin. . . . .                                                                                   | 12                     | 12                         | 12                           | 36                         |
| 2 <sup>o</sup> a) Assujettis célibataires<br>du sexe masculin âgés de<br>plus de dix-huit ans, veufs<br>ou divorcés . . . . . | 36                     | 36                         | 36                           | 108                        |
| b) Assujettis mariés du sexe<br>masculin. . . . .                                                                             | 36                     | 36                         | 36                           | 108                        |

Le projet déposé par le Gouvernement ne prévoyait qu'une cotisation patronale de 12 francs pour les assujettis du sexe masculin âgés de dix-huit ans et plus, et ainsi la contribution de l'État aurait, en période normale, été fixée à 24 francs pour les assujettis du sexe masculin, célibataires, âgés de dix-huit ans et plus, et veufs ou divorcés et à 30 francs pour les assujettis mariés.

Mais la Chambre ayant décidé de porter la pension de vieillesse de l'épouse d'un assujetti à 720 francs, il a fallu nécessairement trouver de nouvelles ressources et c'est en augmentant la cotisation patronale et la contribution de l'État qu'on a pu rétablir l'équilibre, mis en danger par le fait que la pension de l'épouse a été portée au double.

TROISIÈME SECTION. — *Destination des versements obligatoires.*

Comme nous l'avons vu, la loi accorde des avantages divers aux assujettis et en plus de la pension de vieillesse de ceux-ci et de leur épouse, il prévoit la constitution d'une rente de survie ou rente de veuve, ainsi que l'octroi d'une allocation spéciale aux orphelins. Les versements obligatoires augmentés des cotisations patronales et de la contribution de l'État entrent en ligne pour des quotités différentielles dans la constitution de ces rentes, c'est ce qui justifie la différence étudiée plus haut dans les versements prévus.

Il est évident que le projet eût pu se borner à prévoir uniquement la constitution de la pension de vieillesse du travailleur et négliger les avantages accordés aux veuves et aux orphelins. En ce cas, la pension de l'intéressé eût été plus importante, nous n'en disconvenons pas, mais alors où eût été le progrès que tous s'accordent à reconnaître réalisé par le projet de l'honorable Ministre, M. Moyersoen? C'était suivre les errements anciens, méconnaître les vœux d'une partie notable des dirigeants de la mutualité, maintenir dans la législation nouvelle le principe égoïste de l'individualisme, et négliger les intérêts familiaux de l'assujetti. Il fallait de plus tenir compte de la situation économique du pays, de l'état des finances publiques, de la marche de l'industrie et du commerce et ne pas oublier que les assujettis comme les patrons et l'État supportent déjà des charges très importantes en vue de l'assurance contre d'autres risques sociaux. Nous croyons que le projet a tenu compte de ces divers éléments d'une manière heureuse et a réussi à accorder un maximum d'avantages en réduisant au minimum les sacrifices exigés de tous.

Comme le dit l'Exposé des motifs, ceux qui le voudront, pourront toujours constituer, au moyen de leurs seuls versements, des compléments de rente, en consentant volontairement des sacrifices proportionnés à leurs ressources.

Quel est à présent la destination des versements obligatoires? La loi ne se borne pas à assurer une rente de vieillesse à l'assujetti lui-même, cette pension, nous l'avons vu, est de 720 francs à soixante-cinq ans, mais elle accorde en outre une rente de même importance, soit donc 720 francs, à la femme de l'assujetti lorsqu'elle aura atteint l'âge de soixante-cinq ans, ce qui revient à dire que le ménage disposera alors d'un revenu de 1,440 fr. et chaque bénéficiaire touchera cette pension, sans enquête et sans revision possible jusqu'à son décès.

L'auteur du projet n'a pas voulu qu'un assujetti, ayant opéré un ou plusieurs versements en conformité des prescriptions légales, vienne à mourir en laissant veuve et enfants dans le besoin. C'est le motif qui lui a fait prévoir la rente de survie. La veuve de l'assujetti, quel que soit son âge, et *quel que soit le nombre de versements opérés par le mari*, bénéficiera d'une rente de veuve de 120 francs au minimum, qui lui reste acquise sa vie durant.

Quant aux orphelins, de moins de seize ans, ils touchent 120 francs si leur père vient à mourir et 240 francs si leur mère vient également à décéder avant qu'ils n'aient atteint l'âge de seize ans. Le sort des orphelins est ainsi partiellement assuré; il est évident que cette rente ne les mettra pas absolument à l'abri du besoin, mais le projet constitue un progrès énorme sur la situation actuelle. Nous ne devons pas oublier non plus, que plusieurs mutualités se sont déjà occupées à améliorer la situation des malheureux orphelins: au moyen d'une légère cotisation payée par les membres d'une mutualité locale et versée dans une caisse centrale, cotisation fixée d'après des bases scientifiques, elles pourront trouver le moyen de majorer la rente des orphelins.

L'effort individuel contribue ainsi pour sa part à réaliser un progrès énorme et, ajoutée à la rente accordée par le projet, l'allocation de la mutualité fixée par exemple à 1 franc par jour, aboutit à assurer à l'orphelin de père et de mère une rente de 600 francs. On ne peut nier que ce ne soit là un avantage sérieux.

Pour bien faire comprendre le mécanisme de la loi, il nous faut distinguer ici les versements opérés par les assujettis et les allocations patronales d'une part, et la contribution de l'Etat.

Le système qui a été adopté pour la constitution des rentes est celui de la capitalisation, mais non pas d'une manière absolue ; il y a un léger tempérament que nous devons indiquer.

Le système de la capitalisation a été appliqué entièrement aux versements personnels de l'assujetti et de l'assuré libre et aux cotisations patronales. Les assujettis et les affiliés libres sont donc, dès le premier versement, propriétaires des rentes de vieillesse et de survie ainsi constituées. La loi crée ainsi un droit en leur faveur et les rentes seront payées aux ayants droit à l'époque fixée par la loi, même s'ils cessaient leurs versements. Mais quant à la contribution de l'Etat, il a fallu tenir compte de la situation du Trésor. Mais, hâtons-nous de le dire, l'ayant droit n'est en rien lésé par cette application moins stricte du système de la capitalisation. Si l'Etat retarde la liquidation de sa contribution et de ses primes, jusqu'au moment où l'intéressé entrera en jouissance de sa rente, celui-ci recevra toujours à ce moment la rente totale telle qu'elle aura été constituée.

Si l'Etat avait versé annuellement sa part contributive, la comptabilité tenue au profit de chaque intéressé, qu'il soit assujetti ou assuré libre, aurait été établie en tenant compte de la triple intervention de l'intéressé, du patron et de l'Etat et il ne dépendra pas de la bonne volonté de l'Etat de payer ou non, à l'époque fixée, la quotité de rente formée au moyen de sa contribution.

L'Etat contracte une dette qui figurera annuellement au budget.

C'est donc un système mixte qui est admis en ce qui concerne les rentes-vieillesse et les rentes de survie.

Par contre, pour les majorations de rentes de vieillesse et de rentes de survie, c'est le système de la répartition pure et simple qui a été admis. Nous pouvons le regretter au point de vue strict des principes, mais on ne pouvait guère songer à faire mieux en ce moment. Nos regrets seront mitigés en songeant que les intéressés n'y perdront rien.

Un triple crédit figurera donc annuellement au budget :

a) Paiement de la quote-part de l'Etat dans les rentes de vieillesse et les rentes de survie ;

b) Allocation au fonds spécial chargé du service des majorations de rentes de survie ;

c) Paiement des majorations de rente-vieillesse.

L'ancien crédit pour les pensions de vieillesse à payer aux bénéficiaires de la loi de 1920, sera, cela va sans dire, maintenu.

Examinons à présent comment se répartissent les triples versements :

#### 1° Contribution de l'Etat.

En période normale, la contribution de l'Etat est fixée à fr. 0.50 par franc versé au compte de l'assujetti, elle forme 50 p. c. du montant du versement personnel de la cotisation patronale ; elle sera donc par an de 12 francs pour les célibataires âgés de moins de dix-huit ans et les assujettis du sexe féminin, de 36 francs pour les célibataires âgés de plus de dix-huit ans, les veufs et les divorcés non remariés, et pour les mariés.

La contribution de l'Etat est plus élevée pour ces derniers : pour les mariés d'abord, car ceux-ci ont à pourvoir non seulement à leur rente-vieillesse et à celle de leur épouse, mais également à la rente de survie de celle-ci ; ensuite pour les célibataires de plus de dix-huit ans, les veufs et les divorcés, pour motifs allégués plus haut et sur lesquels nous croyons inutile de revenir.

La contribution de l'Etat est affectée, dans les mêmes proportions que les versements personnels et la cotisation patronale, à la constitution de la rente de vieillesse de l'intéressé et de son épouse et de la rente de survie de celle-ci.

En ce qui concerne la rente de vieillesse de l'assujetti, l'intervention de l'Etat cesse, lorsqu'au moyen de sa contribution, il a été constitué une rente de 240 francs.

En ce qui concerne l'épouse de l'assujetti, l'Etat s'engage à constituer au moyen de sa contribution, une rente totale de 240 francs.

Si l'intéressée devient veuve avant d'avoir atteint l'âge de soixante-cinq ans, elle recevra au moment où elle entrera en jouissance de sa rente de survie, à titre d'intervention de l'Etat dans la constitution de cette rente, une part de la rente formée à son profit qui sera équivalente au tiers de celle qui aura été constituée au moyen des versements personnels et de cotisations patronales avec un maximum de 120 francs. Si alors elle continue ses versements à la Caisse de retraite, elle bénéficiera à soixante-cinq ans d'une rente de vieillesse dont un tiers (avec maximum de 120 francs) sera constitué par l'Etat. Si tous les versements requis ont donc été opérés régulièrement et si le mari assujetti est décédé à un âge relativement avancé, l'épouse recevra à partir du décès de ce dernier une rente de survie de 360 francs et en outre une rente de vieillesse de 600 francs, soit donc au total 960 francs.

Si d'autre part, elle atteint l'âge de soixante-cinq ans, avant le décès de son mari, elle recevra une rente de vieillesse de 720 francs, dont 240 francs formés par la contribution de l'Etat et, lors du décès de son mari, elle bénéficiera en outre d'une rente de survie de 240 francs, soit donc au total 960 francs.

Remarquons que la contribution annuelle de l'Etat est limitée à un versement global de 288 francs. Il est nécessaire, en effet, d'éviter des spéculations. Celui qui peut opérer annuellement un versement plus élevé, ne bénéficiera donc pas des subsides gouvernementaux sur la quotité dépassant ce maximum.

Nous avons dit pourquoi la participation exigée des mariés est plus importante ; quant aux célibataires âgés de plus de dix-huit ans, aux veufs et aux divorcés, ils n'ont pas à pourvoir, il est vrai, à la constitution de la rente de survie et de la rente-vieillesse de l'épouse. Mais, par contre, il est à prévoir qu'ils peuvent ultérieurement soit se marier, soit contracter une seconde union. Il y a intérêt à exiger qu'ils effectuent les mêmes versements que les assujettis mariés, sinon les rentes de vieillesse et de survie de l'épouse n'auraient pu être constituées complètement, si l'intéressé avait un âge relativement avancé lors du mariage ou du remariage.

## 2<sup>o</sup> Cotisations patronales.

La part contributive des patrons est destinée à la constitution partielle de la rente-vieillesse de l'assujetti et de son épouse. Comme les patrons effectuent un tiers des versements totaux, c'est dans la même proportion qu'ils participent à la constitution de la rente-vieillesse.

Les patrons contribuent aussi, toujours dans la même proportion, à la formation de la rente de survie de l'épouse.

### 3° Versements personnels de l'assujetti.

Ceux-ci ont la même destination que les cotisations patronales, ces versements servent donc à constituer la rente-vieillesse de l'assujetti et de son épouse et la rente de survie de celle-ci. Ces versements sont obligatoires jusqu'à l'âge de soixante-cinq ans, il en est de même de la cotisation patronale, mais il est entendu que si, avant cet âge, la pension de 720 francs est acquise, celle-ci sera augmentée en proportion des versements effectués. Tout versement donne droit à une rente qui reste acquise à l'assuré.

Si la femme de l'assujetti s'est constituée par ses propres versements une rente de 720 francs, l'assujetti est dispensé d'effectuer des versements pour la constitution de cette rente et sa rente de vieillesse sera augmentée en proportion de ses versements personnels.

### QUATRIÈME SECTION. — Répartition des versements obligatoires.

Ici, de nouveau, nous devons distinguer d'après les catégories d'assujettis :

*Première catégorie.* — Célibataires du sexe masculin âgés de moins de dix-huit ans, assujettis du sexe féminin.

Les versements personnels, la cotisation patronale et la contribution de l'État sont affectés entièrement à la constitution de la rente-vieillesse.

*Deuxième catégorie.* — Veufs, divorcés, célibataires du sexe masculin âgés de plus de dix-huit ans.

Les versements des trois parties en cause étant destinés à constituer éventuellement en plus de la rente-vieillesse, la rente de survie de l'épouse éventuelle de l'intéressé, il a fallu trouver une proportion équitable et rationnelle dans la répartition de ces versements : 50 p. c. en sont destinés à la formation de la rente-vieillesse de l'assuré, et 50 p. c. sont constitués en capital qui sera transformé en rente de survie au moment du mariage ou du remariage.

Dès que ce capital atteint 1,800 francs, le montant total des versements sera affecté à la constitution de la rente-vieillesse de l'assujetti.

Mais il peut se faire que l'assujetti célibataire veuf ou divorcé vienne à décéder avant de s'être marié ou d'avoir convolé en secondes noces ; la question se pose de savoir quelle sera la destination du capital ainsi formé au moyen des 50 p. c. du total des versements. La question ne se pose pas pour les 50 p. c. de ces versements destinés à la constitution de la rente-vieillesse de l'assujetti, vu que cette quote-part a été versée à capital abandonné. Mais quid du reste ? Le projet tranche la question d'une manière très heureuse : il décide que ce capital sera versé à un fonds spécial que nous aurons à étudier plus loin et qui est destiné à pourvoir au paiement des majorations accordées aux veuves et orphelins. Il ne se trouvera personne pour critiquer cette solution ; au contraire, nous nous trouverons tous d'accord pour estimer qu'on n'aurait pu donner meilleure destination à ces capitaux constitués par ceux qui n'avaient pas la charge d'un ménage et que c'est de la bonne et saine philanthropie. Remarquons, d'ailleurs, que la cotisation patronale a aidé à la constitution de ce capital : ainsi donc, dans ce cas, celle-ci profitera à la collectivité des travailleurs.

*Troisième catégorie.* — Assujettis mariés.

Ceux-ci ont à pourvoir à la constitution de trois rentes :

- a) Rente-vieillesse personnelle ;
- b) Rente-vieillesse de l'épouse, et
- c) Rente de survie de celle-ci.

Ici encore les versements sont scindés en deux parts : 50 p. c. sont destinés à la constitution de la rente de l'assujetti, et 50 p. c. d'abord à la constitution de la rente de survie de la veuve et, dès que celle-ci est constituée, à la rente-vieillesse de l'épouse.

Du moment que cette dernière rente atteint 720 francs, ou bien si l'épouse est titulaire d'une rente de cet import, l'ensemble des versements sert à parachever la rente-vieillesse de l'assujetti.

Ici encore admirons l'ingéniosité du système, qui permet par un mécanisme simple de constituer la triple rente dans un laps de temps relativement court.

Il peut se faire, toutefois, que la rente de survie n'atteigne pas 360 francs au moment du décès du mari, parce que le décès étant prématuré, les versements totaux auront été insuffisants ; en ce cas, l'État accorde aux veuves des assujettis, et cela sans nouveau versement de leur part et sans autre condition, une majoration de 120 francs, avec cette réserve toutefois que cette majoration ajoutée à la rente déjà constituée ne pourra dépasser 360 francs. Cette réserve est équitable et ne demande pas de commentaires. On comprend aussi que cette majoration n'est plus payée si la veuve vient à se remarier, car, elle épousera un non assujetti et alors elle ne tombe plus sous l'application de la loi, ou bien, un assujetti tenu à faire les versements obligatoires, dont une part sert à parfaire sa rente de survie.

Afin de mieux faire comprendre la répartition des versements, nous croyons utile de les résumer dans le tableau suivant :

DESTINATION DES VERSEMENTS.

| CATÉGORIES D'ASSUJETTIS                                                                       | Montant total<br>des sommes versées :                                                          | Quote-parts destinées<br>à la<br>rente-vieillesse<br>de l'assujetti. | Sommes destinées<br>à la constitution<br>de la rente de survie<br>et<br>de la rente-vieillesse<br>de l'épouse. |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                                               | 1) Versements<br>personnels ;<br>2) Allocation<br>patronale ;<br>3) Contribution<br>de l'Etat. |                                                                      |                                                                                                                |
| Célibataires du sexe masculin,<br>âgés de moins de dix-huit<br>ans. . . . .                   | 36                                                                                             | 36                                                                   | —                                                                                                              |
| Assujettis du sexe féminin .                                                                  | 36                                                                                             | 36                                                                   | —                                                                                                              |
| Célibataires du sexe masculin,<br>âgés de plus de dix-huit ans,<br>veufs et divorcés. . . . . | 108                                                                                            | 54                                                                   | 54 (1)                                                                                                         |
| Mariés. . . . .                                                                               | 108                                                                                            | 54                                                                   | 54                                                                                                             |

## FONDS SPÉCIAL.

Nous avons parlé incidemment d'un fonds spécial, dont la constitution est prévue par le projet. Étudions de plus près, le rôle important qu'il joue dans l'économie du système.

Ce fonds est prévu à l'article 20 et l'article suivant ajoute qu'il jouit de la personification civile avec tous les avantages attribués à cette fiction légale.

S'il est vrai qu'un arrêté royal devra intervenir pour en régler l'organi-

(1) Il est à remarquer que ces 54 francs sont constitués en capital jusqu'à concurrence de 1,800 francs.

sation et le fonctionnement, nous savons cependant que, d'après les prescriptions du projet, il sera alimenté :

- 1° Par les crédits que l'État mettra annuellement à sa disposition ;
- 2° Par la remise des capitaux constitués par une partie des versements effectués au compte des célibataires et destinés en principe à la constitution de la rente de survie de leur épouse, et devenus sans emploi ;
- 3° Par les contributions patronales non payées aux salariés étrangers dont le pays n'accorde pas la réciprocité.

Le fonds spécial a une triple destination :

- 1° D'abord il pourvoit à la majoration des rentes de survie des veuves lorsque ces rentes n'atteignent pas 360 francs ; cette majoration accordée de droit et sans conditions est fixée à un maximum de 120 francs ;
- 2° Il sert à la veuve une majoration de 120 francs par enfant âgé de moins de seize ans ;
- 3° Enfin il continue à payer cette majoration aux orphelins de père et de mère.

### PÉRIODE TRANSITOIRE.

Toute loi sur les pensions de vieillesse ne peut atteindre son plein développement qu'au bout d'une période assez longue, vu que le montant des versements opérés n'a pas l'importance voulue pour constituer immédiatement la rente prévue ; plus cette rente est élevée, plus la période transitoire sera longue.

Ce que veut le projet en discussion, c'est attribuer à tous les travailleurs une rente d'au moins 720 francs, à l'âge de soixante-cinq ans. On comprend parfaitement que pour parfaire cette rente, il faille des versements nombreux et importants. Or, les travailleurs déjà âgés et ceux qui ont de la peine à subvenir à leurs besoins ne peuvent être sacrifiés ; il faut donc que l'État leur accorde des avantages spéciaux, ainsi que le législateur l'avait fait dès le vote de la loi de 1900. Ces avantages doivent être assez considérables pour mettre les personnes de ces catégories sur le même pied que les autres bénéficiaires de la loi.

Mais alors il y a un écueil à éviter :

Il faut éviter que ceux qui ont eu l'esprit de prévoyance ne soient lésés, comme c'est le cas sous la législation actuelle, et il y a un effort à exiger : il faut que celui qui veut jouir des avantages complets de la loi fasse œuvre de prévoyance.

Il faut concilier ces deux éléments et nous croyons que considérée sous cet angle, la loi aura d'excellents résultats.

Examinons donc ce qu'elle prévoit pour tous ceux qui, au moment où la loi produira ses effets, c'est-à-dire où les premières pensions seront payées, soit en 1927, n'auront pas le temps de se constituer, par des versements réguliers, la rente de 720 francs.

C'est le cas de tous ceux qui, au 1<sup>er</sup> janvier 1926, auront dépassé l'âge de vingt et un ans, donc de tous ceux qui sont nés avant 1906. Le tableau des rentes acquises, à la Caisse de retraite, par les versements personnels, et patronaux obligatoires et par les contributions de l'État, tels qu'ils sont prévus au projet de loi, nous montre que les personnes nées en 1906 acquièrent ainsi une rente de fr. 688-68 ; la rente des personnes qui sont nées en 1907 atteint le chiffre de 720 francs. Il en résulte que l'État vient en aide par une majoration de rente en faveur de tous les intéressés nés depuis 1862 jusqu'en 1906 compris.

Cette majoration de rente n'est évidemment pas uniforme ; elle suit une marche dégressive et elle est toujours arrondie au chiffre de la dizaine supérieure, comme on le verra au tableau que nous croyons utile de reproduire tel qu'il a paru à la suite des articles du projet. (Doc. n° 257, session de 1923-1924.)

On constatera que, pour les premières années, la majoration réelle sera de 720 francs pour tomber à 40 francs la quarante-cinquième et dernière année.

TABLEAU

1° des rentes acquises à la Caisse de retraite par les versements personnels et patronaux obligatoires et par les contributions de l'Etat ;

2° et des majorations de rente. (Art. 22 du projet de loi).

(Assujettissement à partir de 1926.)

| Année de naissance.         | Age atteint en 1927. | Rente acquise par 24 francs versés annuellement depuis l'âge ci-contre. | Rente provenant de la contribution de l'Etat. | Rente totale. | Majoration (montant hypothétique). | Majoration (montant réel). |
|-----------------------------|----------------------|-------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------|------------------------------------|----------------------------|
| 1862                        | 65                   | 2 40                                                                    | 2 40                                          | 4 80          | 715 20                             | 720                        |
| 1863                        | 64                   | 5 04                                                                    | 5 04                                          | 10 08         | 709 92                             | 720                        |
| 1864                        | 63                   | 7 92                                                                    | 7 92                                          | 15 84         | 704 16                             | 720                        |
| 1865                        | 62                   | 11 04                                                                   | 11 04                                         | 22 08         | 697 92                             | 700                        |
| 1866                        | 61                   | 14 40                                                                   | 14 40                                         | 28 80         | 691 20                             | 700                        |
| 1867                        | 60                   | 18 00                                                                   | 18 00                                         | 36 00         | 684 00                             | 700                        |
| 1868                        | 59                   | 21 84                                                                   | 21 84                                         | 43 68         | 676 32                             | 680                        |
| 1869                        | 58                   | 25 68                                                                   | 25 68                                         | 51 36         | 668 64                             | 680                        |
| 1870                        | 57                   | 29 76                                                                   | 22 32                                         | 52 08         | 667 92                             | 680                        |
| 1871                        | 56                   | 34 00                                                                   | 25 56                                         | 59 64         | 660 36                             | 660                        |
| 1872                        | 55                   | 38 88                                                                   | 29 16                                         | 68 04         | 651 96                             | 660                        |
| 1873                        | 54                   | 43 92                                                                   | 32 94                                         | 76 86         | 643 14                             | 660                        |
| 1874                        | 53                   | 49 20                                                                   | 36 90                                         | 86 10         | 633 90                             | 640                        |
| 1875                        | 52                   | 54 72                                                                   | 41 04                                         | 95 76         | 624 24                             | 640                        |
| 1876                        | 51                   | 60 48                                                                   | 36 28                                         | 96 76         | 623 24                             | 640                        |
| 1877                        | 50                   | 66 48                                                                   | 39 88                                         | 106 36        | 613 64                             | 620                        |
| 1878                        | 49                   | 72 96                                                                   | 43 77                                         | 116 73        | 603 27                             | 620                        |
| 1879                        | 48                   | 79 68                                                                   | 47 80                                         | 127 48        | 592 52                             | 600                        |
| 1880                        | 47                   | 86 88                                                                   | 52 12                                         | 139 00        | 581 00                             | 600                        |
| 1881                        | 46                   | 94 32                                                                   | 59 59                                         | 150 91        | 569 09                             | 580                        |
| 1882                        | 45                   | 102 24                                                                  | 51 12                                         | 153 36        | 566 64                             | 580                        |
| 1883                        | 44                   | 110 40                                                                  | 55 20                                         | 165 60        | 554 40                             | 560                        |
| 1884                        | 43                   | 119 04                                                                  | 59 52                                         | 176 56        | 541 44                             | 560                        |
| 1885                        | 42                   | 128 16                                                                  | 64 08                                         | 192 24        | 527 75                             | 540                        |
| 1886                        | 41                   | 137 76                                                                  | 68 88                                         | 206 64        | 513 36                             | 520                        |
| 1887                        | 40                   | 147 84                                                                  | 73 92                                         | 221 76        | 498 24                             | 500                        |
| 1888                        | 39                   | 158 40                                                                  | 79 20                                         | 237 60        | 482 40                             | 500                        |
| 1889                        | 38                   | 169 44                                                                  | 84 72                                         | 254 16        | 465 84                             | 480                        |
| 1890                        | 37                   | 180 96                                                                  | 90 48                                         | 271 44        | 448 56                             | 460                        |
| 1891                        | 36                   | 192 96                                                                  | 96 48                                         | 289 44        | 430 56                             | 440                        |
| 1892                        | 35                   | 205 68                                                                  | 102 84                                        | 308 52        | 411 48                             | 420                        |
| 1893                        | 34                   | 218 88                                                                  | 109 44                                        | 328 32        | 391 68                             | 400                        |
| 1894                        | 33                   | 232 80                                                                  | 116 40                                        | 349 20        | 370 80                             | 380                        |
| 1895                        | 32                   | 247 20                                                                  | 123 60                                        | 370 80        | 349 20                             | 360                        |
| 1896                        | 31                   | 262 32                                                                  | 131 16                                        | 393 48        | 326 52                             | 340                        |
| 1897                        | 30                   | 278 16                                                                  | 139 08                                        | 417 24        | 302 76                             | 320                        |
| 1898                        | 29                   | 294 72                                                                  | 147 36                                        | 442 08        | 277 92                             | 280                        |
| 1899                        | 28                   | 312 24                                                                  | 156 12                                        | 468 36        | 251 64                             | 260                        |
| 1900                        | 27                   | 330 48                                                                  | 165 24                                        | 493 72        | 224 28                             | 240                        |
| 1901                        | 26                   | 349 68                                                                  | 174 84                                        | 524 52        | 195 48                             | 200                        |
| 1902                        | 25                   | 369 60                                                                  | 184 80                                        | 554 40        | 165 60                             | 180                        |
| 1903                        | 24                   | 390 48                                                                  | 195 24                                        | 585 72        | 134 28                             | 140                        |
| 1904                        | 23                   | 412 32                                                                  | 206 16                                        | 618 48        | 101 52                             | 120                        |
| 1905                        | 22                   | 435 12                                                                  | 217 56                                        | 652 68        | 67 32                              | 80                         |
| 1906                        | 21                   | 459 12                                                                  | 229 56                                        | 688 68        | 31 32                              | 40                         |
| Après 1906 de moins 21 ans. |                      | 480 00                                                                  | 240 00                                        | 720 00        | 0 00                               | 0                          |

N. B. — Dans ce tableau il n'est pas tenu compte du versement partiel qui pourra être effectué dès 1926. Ce versement partiel aura pour effet d'augmenter la rente totale.

Le projet met des conditions à l'octroi de cette majoration de rente : pour ceux qui auront atteint l'âge de cinquante ans au moment de la mise en vigueur de la loi, la dite majoration sera accordée de droit s'ils effectuent régulièrement les versements réglementaires au cours des quinze der-



nières années. On présume que ceux qui ont continué à travailler pendant les quinze années précédant l'âge d'entrée en jouissance de la pension, ne disposent pas de ressources importantes et qu'ainsi ils peuvent recevoir, sans enquête préalable sur la consistance de leurs revenus, la majoration dont il s'agit : ainsi donc ces assujettis sont assurés de bénéficier à soixante-cinq ans d'une pension de vieillesse de 720 francs.

Pour ceux qui n'auront pas atteint l'âge de cinquante et un ans lors de la mise en vigueur de la loi, il y aura enquête en vue de connaître les ressources dont ils disposent : de plus, ils devront avoir fait un effort constant et régulier de prévoyance, ce qui revient à dire que la loi exige un certain nombre de versements d'après l'âge de chacun.

La loi leur accorde donc une majoration de pension comme nous venons de le voir, mais elle y met certaines conditions.

Le montant des versements personnels et des cotisations patronales est le même pour la période transitoire que pour la période normale. Ce montant est fixé aux articles 4 et 5 du projet.

Le projet prend des dispositions en vue de ne pas priver de la majoration prévue à l'article 22, les travailleurs qui n'ayant été occupés pour le compte d'un employeur que pendant une partie de l'année n'auront donc été assujettis que pendant ce laps de temps et n'auront effectué les versements obligatoires que pendant quelques mois.

C'est la portée de l'article 23.

Ces versements représenteront approximativement la moitié du nombre des versements que les intéressés auraient pu effectuer et la moitié de la somme qu'ils pouvaient verser depuis le moment où ils se sont trouvés dans les conditions pour bénéficier des avantages prévus par la loi.

Ces versements et leur minimum sont indiqués au tableau suivant :

| ASSURÉS<br>NÉS EN                                              | AGE AU<br>1 <sup>er</sup> JANVIER 1927 | SEXE FÉMININ                           |                                    | SEXE MASCULIN                          |                                    |
|----------------------------------------------------------------|----------------------------------------|----------------------------------------|------------------------------------|----------------------------------------|------------------------------------|
|                                                                |                                        | Importance<br>totale des<br>versements | Nombre de<br>versements<br>annuels | Importance<br>totale des<br>versements | Nombre de<br>versements<br>annuels |
| 1862. . . . .                                                  | 65 ans.                                | 12 francs                              | en 1 vers.                         | 18 francs                              | en 1 vers.                         |
| 1863. . . . .                                                  | 64 —                                   | 24 —                                   | 2 —                                | 36 —                                   | 2 —                                |
| 1864, 1865, 1866 . . . .                                       | de 63 à 61 ans.                        | 36 —                                   | 3 —                                | 54 —                                   | 3 —                                |
| 1867, 1868, 1869, 1870, 1871 .                                 | de 60 à 56 —                           | 60 —                                   | 5 —                                | 90 —                                   | 5 —                                |
| 1872, 1873, 1874, 1875, 1876,<br>1877, 1878, 1879, 1880, 1881. | de 55 à 46 —                           | 120 —                                  | 10 —                               | 180 —                                  | 10 —                               |
| 1882, 1883, 1884, 1885, 1886,<br>1887, 1888, 1889, 1890, 1891. | de 45 à 36 —                           | 180 —                                  | 15 —                               | 270 —                                  | 15 —                               |
| 1892, 1893, 1894, 1895, 1896,<br>1897, 1898, 1899, 1900, 1901. | de 35 à 26 —                           | 240 —                                  | 20 —                               | 360 —                                  | 20 —                               |
| Nés postérieurement à l'année<br>1901 . . . . .                | moins de 26 —                          | 300 —                                  | 25 —                               | 450 —                                  | 25 —                               |

On pourrait objecter que d'une catégorie à l'autre la différence de l'effort exigé est assez considérable, et que l'on exige autant d'une personne âgée de cinquante-cinq ans par exemple que de celle qui n'a que quarante-six ans ; que celle de cinquante-six ans n'a qu'à verser 60 francs en cinq paiements, tandis que celle qui a cinquante-cinq ans doit verser une somme double soit 120 francs en dix paiements. Nous pouvons répondre que l'effort demandé ne dépasse jamais 12 ou 18 francs par an, selon le sexe et que l'on a tenu compte de cette circonstance déjà indiquée, que plus on avance en âge, plus grandes aussi sont les risques de maladie et de chômage. Il a fallu aussi

restreindre le nombre des catégories afin de ne pas compliquer le travail de calcul des pensions ; c'eût été déjà le cas, si l'on avait simplement doublé le nombre de ces catégories. Nous ne croyons donc pas que cette objection doive nous arrêter.

On peut se demander aussi pourquoi le projet exige ces deux conditions, savoir : une somme minimum à verser et un nombre minimum de versements ? Le motif est très simple : la loi veut que cette majoration de pension ne soit accordée qu'aux personnes qui auront fait un effort sérieux et continu en vue de se constituer une rente de vieillesse. C'est l'effort individuel qui est encouragé, c'est la prévoyance qui est récompensée. Or, pour être utile, cet effort doit être constant, et on ne pourrait considérer comme effort sérieux et persévérant le geste d'un assuré qui ne verserait que quelques sommes dérisoires pendant quelques années et qui parerait la somme exigée d'après son âge au moyen d'un versement important effectué l'année avant d'avoir droit à la pension.

Il était d'autant plus sage et rationnel d'exiger ces deux conditions simultanément que lorsque nous examinons le tableau des rentes acquises au moyen des versements ainsi effectués, nous remarquons que le total de cette rente et de la majoration accordée dépasse le montant de l'allocation gratuite de pension.

| ANNÉES<br>DE NAISSANCE. | Situation des personnes n'ayant pas<br>effectué des versements :<br>Montant maximum de l'allocation<br>gratuite. | Situation des personnes ayant effectué<br>les versements requis. |                   |        |
|-------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|-------------------|--------|
|                         |                                                                                                                  | Majoration.                                                      | Rente<br>acquise. | Total. |
| (1)                     | (2)                                                                                                              | (3)                                                              | (4)               | (5)    |
| 1862                    | 600                                                                                                              | 720                                                              | 4 80              | 724 80 |
| 1863                    | 600                                                                                                              | 720                                                              | 10 08             | 730 08 |
| 1864                    | 580                                                                                                              | 720                                                              | 15 84             | 735 84 |
| 1865                    | 580                                                                                                              | 700                                                              | 22 08             | 722 08 |
| 1866                    | 560                                                                                                              | 700                                                              | 28 80             | 728 80 |
| 1867                    | 560                                                                                                              | 700                                                              | 36 "              | 736 "  |
| 1868                    | 540                                                                                                              | 680                                                              | 43 68             | 723 68 |
| 1869                    | 540                                                                                                              | 680                                                              | 51 36             | 731 36 |
| 1870                    | 520                                                                                                              | 680                                                              | 52 08             | 732 08 |
| 1871                    | 520                                                                                                              | 660                                                              | 59 64             | 719 64 |
| 1872                    | 500                                                                                                              | 660                                                              | 68 04             | 728 04 |
| 1873                    | 500                                                                                                              | 660                                                              | 76 86             | 736 86 |
| 1874                    | 480                                                                                                              | 640                                                              | 86 10             | 726 10 |
| 1875                    | 480                                                                                                              | 640                                                              | 95 76             | 735 76 |
| 1876                    | 460                                                                                                              | 640                                                              | 96 76             | 736 76 |
| 1877                    | 460                                                                                                              | 620                                                              | 106 36            | 726 36 |
| 1878                    | 440                                                                                                              | 620                                                              | 116 73            | 736 73 |
| 1879                    | 440                                                                                                              | 600                                                              | 127 48            | 727 48 |
| 1880                    | 420                                                                                                              | 600                                                              | 139 "             | 739 "  |
| 1881                    | 420                                                                                                              | 580                                                              | 150 91            | 730 91 |
| 1882                    | 400                                                                                                              | 580                                                              | 153 36            | 733 36 |
| 1883                    | 400                                                                                                              | 560                                                              | 165 60            | 725 60 |
| 1884                    | 380                                                                                                              | 560                                                              | 176 56            | 736 56 |
| 1885                    | 380                                                                                                              | 540                                                              | 192 24            | 732 24 |
| 1886                    | 360                                                                                                              | 520                                                              | 206 64            | 726 64 |
| 1887                    | 360                                                                                                              | 500                                                              | 221 76            | 721 76 |
| 1888                    | 360                                                                                                              | 500                                                              | 237 60            | 737 60 |
| 1889                    | 360                                                                                                              | 480                                                              | 254 16            | 734 16 |
| 1890                    | 360                                                                                                              | 460                                                              | 271 44            | 731 44 |
| 1891                    | 360                                                                                                              | 440                                                              | 289 44            | 729 44 |
| 1892                    | 360                                                                                                              | 420                                                              | 308 52            | 728 52 |
| 1893                    | 360                                                                                                              | 400                                                              | 328 32            | 728 32 |
| 1894                    | 360                                                                                                              | 380                                                              | 349 20            | 729 20 |
| 1895                    | 360                                                                                                              | 360                                                              | 370 80            | 730 80 |
| 1896                    | 360                                                                                                              | 340                                                              | 393 48            | 733 48 |
| 1897                    | 360                                                                                                              | 320                                                              | 417 24            | 737 24 |
| 1898                    | 360                                                                                                              | 280                                                              | 442 08            | 722 08 |
| 1899                    | 360                                                                                                              | 260                                                              | 468 36            | 728 36 |
| 1900                    | 360                                                                                                              | 240                                                              | 493 72            | 733 72 |
| 1901                    | 360                                                                                                              | 200                                                              | 524 52            | 724 52 |
| 1902                    | 360                                                                                                              | 180                                                              | 554 40            | 734 40 |
| 1903                    | 360                                                                                                              | 140                                                              | 585 72            | 725 72 |
| 1904                    | 360                                                                                                              | 120                                                              | 618 48            | 738 48 |
| 1905                    | 360                                                                                                              | 80                                                               | 652 68            | 732 68 |
| 1906                    | 360                                                                                                              | 40                                                               | 688 68            | 728 68 |
| Après 1906              | 360                                                                                                              | 0                                                                | 720 "             | 720 "  |

Il faut ajouter que :

Pendant les premières années de la mise en vigueur de la loi, l'octroi de la majoration dépendra de l'état de besoin des intéressés ; il y aura donc enquête sur la consistance de leurs ressources.

Malgré toute notre répugnance pour l'enquête préalable sur l'état de fortune de l'assuré, force nous est de l'accepter, vu qu'il n'y a pas d'autre voie qui nous soit ouverte.

Mais cette enquête sera moins sévère que celle prévue par la loi de 1920 ; il faut tenir compte, en effet, que les assurés qui y sont soumis ont fait œuvre de prévoyance et, de plus, il ne faut pas les punir par la suppression entière ou pour partie de la majoration, parce qu'ils ont réalisé quelques économies.

La procédure d'instruction des demandes subira quelques modifications pour la rendre moins odieuse et plus expéditive, tout en prenant les précautions voulues pour éviter et dépister les fraudes.

C'est par arrêté royal (art. 34) que sera fixée la quotité maximum de l'allocation ; cet arrêté royal établira un barème pour l'évaluation des ressources de l'intéressé et la loi dit expressément qu'il ne pourra être tenu compte que des ressources personnelles du requérant et de celles de son conjoint.

De plus la notion du besoin est singulièrement élargie, et les immunisations de la loi de 1920 sont généreusement étendues par le projet, dans le but de ne porter aucune atteinte à l'esprit de prévoyance et d'économie. Rappelons plus particulièrement que le salaire est immunisé totalement, que les ressources provenant de l'épargne sont immunisées à concurrence de 600 ou 1,200 francs ; de plus, que la valeur de l'unique maison possédée et habitée par le propriétaire fait l'objet d'une immunisation spéciale (art. 35).

Mais, par contre, on tient compte de la situation des descendants des requérants et ceci pour éviter un abus criant qui existe sous l'application de la loi de 1920. Les descendants dans l'aisance sont tenus civilement à payer une pension alimentaire à leurs vieux parents dans le besoin. Beaucoup négligent de le faire, et il est profondément immoral de constater que cette abstention n'est pas suivie de sanction. Le projet porte remède à cet abus en déclarant que la rente alimentaire due par les descendants d'après leur degré d'aisance sera portée en compte dans les ressources du requérant (art. 36), mais qu'au cas où celle-ci ne serait pas payée, c'est l'État qui en poursuivra la récupération.

De cette manière, les parents ne seront plus lésés par l'acte indigne d'ingratitude de leurs enfants.

Dans le même ordre d'idées, signalons que la majoration est refusée à tous ceux qui, ayant atteint leur cinquante-cinquième année, diminuent leurs ressources en attribuant leurs biens à leurs enfants (art. 37). C'est là encore un abus que la législation de 1920 ne permet que difficilement d'éviter.

Mais les travailleurs qui auront été assujettis à la loi de cinquante et un à soixante-cinq ans et auront au cours de ces années effectué les versements réglementaires bénéficieront de droit et sans conditions de la dite majoration quel que soit l'état de leur fortune.

L'enquête est donc supprimée pour eux et ainsi on met fin à cette obligation pénible de devoir étaler son manque d'aisance, de voir celui-ci apprécié différemment selon les dispositions personnelles des enquêteurs, et on met en même temps un terme à l'abus consistant à simuler le besoin. Si le projet n'avait que ce résultat, le progrès serait déjà considérable.

*Quelles sont maintenant les contributions de l'État pendant la période transitoire ?*

Il est évident que pour parfaire la pension de 720 francs en faveur de ceux qui ont dépassé un certain âge au moment de l'entrée en vigueur de la loi, les sacrifices pécuniers devront être d'autant plus importants que les salariés se rapprochent plus de l'âge de la pension.

Le Gouvernement l'a parfaitement compris, aussi le projet prévoit-il une contribution plus forte de sa part pour les salariés plus âgés. Mais il ne pouvait les mettre tous sur le même pied, il suffisait que la contribution de l'État fut assez importante pour garantir sa part dans la pension (art. 8).

Le projet établit donc quatre catégories parmi les bénéficiaires de la période transitoire, et s'il a pu maintenir fr. 0-50 par franc versé pour tous ceux qui sont nés après 1881, pour ceux qui ont moins de quarante-cinq ans au 1<sup>er</sup> janvier 1926, il a augmenté sa part pour tous ceux qui sont nés avant cette date.

Pour les assujettis nés de 1876 à 1881 inclusivement, la contribution de l'État est de fr. 0-60 par franc versé ; pour ceux nés de 1870 à 1875, elle est de fr. 0-75 et pour ceux nés de 1862 à 1869, elle est de 1 franc.

Le montant de la contribution de l'État est donc fixé comme suit :

| ASSUJETTIS<br>DU SEXE FÉMININ<br>nées         | VERSEMENTS<br>PERSONNELS<br>minima | COTISATIONS<br>PATRONALES | CONTRIBUTIONS<br>DE<br>L'ÉTAT |
|-----------------------------------------------|------------------------------------|---------------------------|-------------------------------|
| Période normale :<br>Après 1881 . . . .       | 12 »                               | 12 »                      | 12 »                          |
| Période transitoire :<br>De 1876 à 1881 . . . | 12 »                               | 12 »                      | 14.40                         |
| De 1870 à 1875 . . .                          | 12 »                               | 12 »                      | 18 »                          |
| De 1862 à 1869 . . .                          | 12 »                               | 12 »                      | 24 »                          |

| ASSUJETTIS<br>DU SEXE MASCULIN<br>nés         | VERSEMENTS<br>PERSONNELS<br>minima | COTISATIONS<br>PATRONALES | CONTRIBUTIONS<br>DE<br>L'ÉTAT |
|-----------------------------------------------|------------------------------------|---------------------------|-------------------------------|
| Période normale :<br>Après 1881 . . . .       | 36 »                               | 36 »                      | 36 »                          |
| Période transitoire :<br>De 1876 à 1881 . . . | 36 »                               | 36 »                      | 43.20                         |
| De 1870 à 1875 . . .                          | 36 »                               | 36 »                      | 54 »                          |
| De 1862 à 1869 . . .                          | 36 »                               | 36 »                      | 72 »                          |

Ces chiffres constituent un minimum, car la contribution de l'État ne vient à cesser que si les versements annuels inscrits au compte de l'assujetti dépassent 288 francs.

## VERSEMENTS FACULTATIFS DES ASSUJETTIS.

Le projet a dû prévoir également le cas où des assujettis ne pourraient continuer leurs versements ; il y a notamment le cas de chômage et le cas de maladie. Pendant ces périodes que nul ne peut éviter, ces travailleurs ne sont plus salariés, ils cessent donc d'être assujettis à la loi. Pendant cette période, il leur sera loisible d'opérer des versements en qualité d'assurés libres et s'ils n'ont pu par suite du manque de ressources faire ces versements, ils pourront toujours dès qu'ils seront redevenus salariés effectuer volontairement un versement d'un montant plus élevé que celui auquel ils seront tenus obligatoirement. Remarquons que ce versement complémentaire, s'il ne donne pas droit à la cotisation patronale recevra cependant la contribution de l'État.

Ainsi les travailleurs, s'ils le veulent, seront à même de compenser par des versements complémentaires, le déficit causé dans la constitution de leur rente par suite de l'impossibilité dans laquelle ils auraient pu se trouver de verser pendant un temps plus ou moins long.

C'est là un nouvel avantage prévu par la loi.

## ALLOCATION GRATUITE DE VIEILLESSE.

Nous avons qualifié de véritable pension gratuite celle que le projet accorde aux travailleurs qui auront effectué régulièrement de cinquante à soixante-cinq ans les versements requis par la loi.

Mais il y a plus, le projet tient compte de la situation des plus misérables d'entre les Belges, de tous ceux qui, pour l'un ou l'autre motif, n'auront pas effectué les versements requis ou dont les versements n'auront pas atteint le nombre exigé de ceux-ci et qui, par ce fait, se verraient privés de la majoration alors qu'ils sont âgés de soixante-cinq ans, que leurs ressources sont infimes et que le travail ne leur permettra plus de se procurer le pain de chaque jour. Le projet n'a pas voulu les laisser à charge des bureaux de bienfaisance ou des associations privées de charité, parce que ce dénuement peut n'être que le résultat d'une existence malheureuse et de circonstances pénibles qui ne leur sont en rien imputables. La loi s'intéresse au sort de ces malheureux, et elle leur accorde une allocation gratuite de vieillesse.

Cette allocation ne peut en toute justice être aussi importante que la majoration accordée à ceux qui ont fait œuvre de prévoyance et cette allocation va, comme la majoration du reste, et pour les mêmes motifs, en diminuant d'année en année.

Cette allocation est uniforme pour tout le pays et cela pour répondre aux critiques de la loi de 1920, qui établit des pensions différentielles selon l'importance de la population de la localité habitée par le pensionné ; cette allocation est de 600 francs pour les plus âgés, diminue progressivement de 20 francs pendant vingt-quatre ans pour aboutir, dès la vingt-cinquième année, au taux de 360 francs.

Mais, les taux de 600 francs et de 360 francs sont des maxima et tous les intéressés ne les toucheront pas. Hâtons-nous de dire que cette allocation n'est accordée qu'après enquête préalable, mais la notion du besoin y est élargie comme en matière de majoration de pension.

Si une enquête s'impose, c'est bien en cette matière que son principe sera le moins discuté. Quant aux immunisations, ce sont les mêmes que celles que nous avons étudiées lors de l'examen de la majoration de pension.

Une sanction est prévue contre ceux qui, frauduleusement, attribuent leurs ressources à leurs enfants, ils ne pourront prétendre à l'allocation gratuite. Si parmi les bénéficiaires il y en a qui sont hospitalisés dans un établissement public ou privé, un arrêté royal réglera les conditions d'octroi de l'allocation gratuite. Ceci se comprend sans commentaire.

## DES ASSURÉS LIBRES.

Dès le début de ce rapport, nous avons dit qu'à côté des assurés assujettis il y avait des assurés libres qui pouvaient bénéficier des avantages du projet.

Ceux-ci sont assez nombreux et se rangent dans deux catégories importantes :

1<sup>o</sup> Il y a les épouses des assujettis ainsi que leurs enfants dès que ceux-ci atteignent l'âge de six ans. Il peut se faire que l'épouse d'un assujetti est assujettie au moment de son mariage et qu'elle le restera, parce qu'elle travaille pour le compte d'autrui. Les stipulations légales concernant les assujettis lui sont applicables aussi longtemps qu'elle gagne un salaire.

Mais si elle vient à cesser de travailler pour le compte d'un employeur, rien ne l'empêche d'effectuer librement des versements et il est bien entendu que la rente qu'elle a acquise soit par ses versements obligatoires, soit par ses versements libres, diminuera d'autant les sacrifices demandés à son mari pour la constitution de sa pension.

Si cependant elle continue à faire des versements, la rente formée par ceux-ci augmenteront d'autant sa pension, mais les primes accordées par l'État cesseront de lui être accordées lorsqu'il aura été constitué au moyen de celles-ci une rente globale de 240 francs.

2<sup>o</sup> Il y a ensuite de très nombreux citoyens dont les ressources ne dépassent pas celles des assujettis, mais il leur manque une condition pour être assujettis ; ils ne sont pas salariés, ils travaillent pour leur propre compte ; ils sont en même temps patron et ouvriers ; dans cette catégorie, se rangent les petits artisans, les petits commerçants, les petits agriculteurs ; leur situation est digne d'intérêt et le Gouvernement leur doit aide et protection. Eux aussi peuvent bénéficier des avantages de la loi, recevoir les primes de l'État, jouir de la majoration de pension et même de la pension gratuite.

Mais on comprend aussi qu'il ait fallu poser des bornes aux largesses de l'État et qu'il était nécessaire de fixer un maximum de ressources. Ce maximum devait dépasser celui fixé pour les assujettis pour lesquels il n'est tenu compte que du salaire gagné. En ce qui concerne les assurés libres, on prend en considération toutes les ressources, revenus professionnels et autres. On devait donc prévoir un maximum sans quoi l'État se serait vu obligé d'accorder des avantages considérables à ceux qui ont des revenus élevés. Le projet fixe le maximum des revenus totalisés à 15,000 francs et il semble que de cette manière personne ne sera lésé.

Les épouses et les enfants de ces assurés libres peuvent être à leur tour assurés libres (art. 25).

Ici encore un amendement au projet primitif a tenu compte du nombre des enfants ; il stipule que le maximum de ressources de 15,000 francs, sera augmenté de 500 francs par enfant. Nous n'avons qu'à y applaudir.

Quant aux primes de l'État, elles sont les mêmes que pour les assujettis (art. 8).

Mais le projet a dû, en vue d'éviter toute spéculation, prévoir un maximum de versement auquel était attaché l'octroi d'une prime. Ce maximum

est fixé dans la loi en ce qui concerne les versements obligatoires annuels. Mais ici nous sommes en champ libre, et le versement annuel n'est plus requis ; l'assuré libre peut verser quand il veut, la somme qu'il veut, arrêter les versements, les reprendre plus tard, mais on conçoit que l'État ne peut pas accorder les primes au-delà d'un certain taux. Celui-ci est fixé par la loi (art. 27) ; il ne peut dépasser 144 francs par an, cela pour tous les assurés libres et leurs femmes et enfants, ainsi que pour les femmes et enfants des assujettis, qu'il s'agisse de la constitution d'une rente de vieillesse ou d'une rente de survie ou des deux simultanément. Ce taux est basé sur un versement de 12 francs par mois ; l'État le subsidie à raison de 50 p. c., son subsidie ne dépassera donc pas 72 francs par an et s'arrêtera du moment que la rente acquise atteint le taux de 240 francs pour la rente vieillesse du mari et une rente du même import pour son épouse.

Il y a lieu de demander un effort plus grand aux assurés libres, parce que étant patron en même temps que travailleur, il doit suppléer par un versement complémentaire à la carence de la cotisation patronale.

Mais, à côté de la possibilité pour l'assuré libre de se constituer une rente de vieillesse, il jouit encore d'autres avantages, notamment de la majoration de rente qui leur est acquise aux mêmes conditions qu'aux assujettis. Ils doivent donc (art. 28) effectuer au moins les mêmes versements et un nombre de versements égal à celui exigé des assujettis pendant la période transitoire.

On n'a pu supprimer l'enquête préalable à l'octroi de la majoration pour les assurés libres qui ont effectué les versements réglementaires au cours de chacune des quinze dernières années précédant l'entrée en jouissance de la rente. Nous savons que les assujettis qui se soumettent à ces prescriptions légales bénéficient de la suppression de l'enquête ; mais, cette exception n'a pu être maintenue en faveur des assurés libres, qui, en leur qualité de travailleurs indépendants de l'industrie, de l'agriculture et du commerce, continuent dans la plupart des cas à exercer leur métier ou leur profession même après l'âge de soixante-cinq ans. Ce n'est pas le cas, en général, des salariés. Il fallait donc évaluer les ressources des assurés libres avant de leur octroyer la majoration prévue.

Si les assurés libres n'ont pas effectué les versements prévus et s'ils sont dans le besoin, à l'âge de soixante-cinq ans, ils peuvent après enquête obtenir l'allocation gratuite de vieillesse dans les mêmes conditions que les assujettis.

Enfin, un autre avantage dont jouissent également les assurés libres, c'est la majoration de rente de survie pour la veuve et l'allocation prévue pour les orphelins, mais pour y avoir droit, l'assuré libre doit avoir effectué les versements prescrits à l'article 28 ; cet article exige, pour cela, que l'assuré libre ait opéré annuellement un versement de 36 francs au cours des cinq dernières années de sa vie, en vue de la constitution de cette rente de survie.

On constate donc que les avantages accordés aux assurés libres sont égaux à ceux accordés aux assujettis. Ce que la loi leur demande principalement c'est de faire acte sérieux de prévoyance et il est à espérer que tous les intéressés comprendront que c'est cette voie qu'ils ont à suivre pour mettre leurs vieux jours à l'abri du besoin.

Pour être complet, il nous faut signaler que le projet se préoccupe des assurés libres qui viendraient à décéder avant qu'ils aient eu le temps de faire les cinq versements prescrits en vue de l'obtention de la rente de survie. Une disposition spéciale de l'article 28 adoucit et rend possible pour eux l'accomplissement des dispositions réglementaires.

## SITUATION DES OUVRIERS ÉTRANGERS.

La tendance à faire jouir les étrangers des avantages de la législation belge se fait surtout sentir dans les lois dites sociales. Ici encore nous retrouvons le désir de ne pas léser les ouvriers étrangers qui viennent offrir leur travail à nos compatriotes. Mais, quelque légitime que soit le désir, il y a lieu de ne pas perdre de vue qu'en cette matière il faut la réciprocité. L'article 3 du projet le proclame et si les salariés étrangers sont soumis au même régime que les salariés belges quant à la pension de vieillesse, ils ne peuvent bénéficier de la cotisation patronale et de la contribution de l'État que s'il y a réciprocité, c'est-à-dire, si leur pays d'origine accorde à nos ressortissants des avantages équivalents. La situation des salariés étrangers sera donc variable et sera influencée par les avantages spéciaux accordés par les divers États aux Belges travaillant à l'étranger.

S'il n'y a pas avantages équivalents pour ces derniers, les cotisations patronales n'en seront pas moins dues et cela se comprend, car le pays n'a aucun intérêt à favoriser la main-d'œuvre étrangère s'il n'y a pas compensation, mais en ce cas les cotisations patronales seront versées au fonds spécial des majorations de pensions et rentes de survie. On ne pouvait leur donner meilleure destination.

Une disposition analogue est prise en faveur des étrangers qui ne sont pas salariés et qui effectuent des versements en qualité d'assurés libres (art. 29). Ceux-ci aussi peuvent bénéficier des avantages spéciaux de la loi tels qu'ils sont déterminés au titre II, c'est-à-dire octroi des primes de l'État et majoration des pensions et rentes, à condition que la législation sur la matière de leur pays d'origine accorde aux ressortissants de la Belgique des avantages équivalents.

Étant donné que nulle législation n'est aussi favorable que le projet en discussion, il est à supposer que les États étrangers consentiront avec empressement des avantages équivalents aux Belges établis sur leur territoire.

## DES ORGANISMES DE L'ASSURANCE.

On ne pouvait songer à renverser les institutions qui en Belgique s'occupent des pensions de vieillesse.

Il y a en première ligne la Caisse générale d'Épargne et de Retraite ; la loi stipule qu'elle est chargée de la gestion des capitaux et de la constitution des rentes. La loi n'innove donc pas en cette matière. La Caisse de retraite reste donc l'organisme qui percevra les versements donnant droit à la contribution ou aux primes de l'État. Il reste entendu que les règlements et tarifs de cette institution sont soumis à l'approbation du Ministre de l'Industrie et du Travail (art. 30).

Mais, à côté de la Caisse de retraite, la loi maintient l'existence des nombreuses sociétés qui se sont constituées depuis 1900 sous le nom de Mutualités de pensions. On ne pouvait songer à supprimer ces auxiliaires indispensables, car à côté des 1,800,000 assujettis, il y a les assurés libres qui atteindront un chiffre très respectable ; il fallait tenir compte aussi du fait qu'un grand nombre de travailleurs sont déjà titulaires d'un livret de pension par l'intermédiaire d'une de ces mutualités ; il fallait au contraire leur accorder une vie plus intense et les mettre à la hauteur de leur mission. C'est ce que réalise le projet par l'article 32.



Il y a plus : il faut garantir aux travailleurs le libre choix de son organe d'assurances, il ne peut subir de ce chef une pression de la part de son patron ; l'article 31 prévoit le cas et ainsi tout abus peut être facilement supprimé.

Si l'assujetti préfère que l'employeur effectue directement le versement à la Caisse générale de retraite, libre à lui ; mais s'il désire que le versement soit effectué par l'intermédiaire d'une mutualité reconnue, il en sera ainsi ; un arrêté royal fixera les règles à suivre pour la perception du versement de l'assujetti et la remise de celui-ci ainsi que de la cotisation patronale à la Caisse générale de retraite (art. 7).

Un autre aspect de la question, c'est la situation des travailleurs occupés à domicile et des travailleurs rémunérés à façon, aux pièces ou à la tâche ? Ceux-ci aussi doivent effectuer les versements, car ils sont assujettis à la loi, et ils travaillent pour compte d'un employeur ; celui-ci doit donc aussi verser sa cotisation.

Il est impossible de prévoir dans une loi toutes les situations qui peuvent se présenter ; ces situations sont de nature tellement différentes et peuvent varier à l'infini ; c'est par arrêté royal plus souple, plus facile à modifier, à plier aux circonstances, que le mode de perception des versements personnels et des cotisations patronales devra être déterminé (art. 9), c'est la seule solution pratique et raisonnable.

### PÉNALITÉS.

Le projet de loi crée de nouvelles obligations aux travailleurs et aux patrons, obligations auxquelles ils ne peuvent échapper ; il faut donc prévoir des sanctions pour ceux qui seraient tentés de s'y soustraire.

Outre les sanctions prévues à l'article 37 et qui concernent les intéressés eux-mêmes, le projet contient d'autres sanctions applicables aux patrons et qui se traduisent sous forme d'amende ou d'emprisonnement en cas d'infraction grave.

1. Amende pour l'employeur ou son préposé qui n'aura pas opéré le prélèvement sur le salaire de l'ouvrier ;

2. Ou s'il a omis d'en verser le montant conformément à l'arrêté royal sur la matière ;

3. Ou s'il n'a pas effectué le versement de sa cotisation (art. 39) ;

4. Amende et même emprisonnement pour tous ceux qui ont contraint un assujetti ou un assuré libre à faire partie d'un organisme déterminé, ou qui l'aura empêché à s'affilier à l'organisme de son choix (art. 41) ;

5. Emprisonnement pour toute personne qui aura fait sciemment de fausses déclarations en vue de bénéficier ou de faire bénéficier des avantages de la loi (pension gratuite, majoration de pension, etc...) (art. 42) ;

6. Amende pour les employeurs ou préposés qui refusent les renseignements en vue de l'exécution de la loi.

Les patrons sont en outre civilement responsables du paiement des amendes infligées à leurs préposés.

### DISPOSITIONS SPÉCIALES.

Au point de vue du paiement des rentes, majorations et allocations gratuites, un arrêté royal interviendra pour en régler les modalités (art. 48).

Dispense des droits de timbre, greffe et enregistrement est accordée pour

les procurations, quittances, certificats, etc., relatifs à l'exécution de la loi (art. 49).

Incessibilité et insaisissabilité des rentes, majorations et allocations gratuites, sauf en ce qui concerne les vieillards hospitalisés, au profit des établissements hospitaliers (art. 50).

Les bénéficiaires de la loi sur les pensions des mineurs ne peuvent se prévaloir des avantages spéciaux de la loi générale sur les pensions de vieillesse ; de même les veuves et orphelins d'une victime du travail touchant des indemnités au moins équivalentes en vertu de la loi de 1903 ne peuvent cumuler ces indemnités et les majorations accordées par le projet en discussion.

Ces stipulations s'expliquent aisément et ne demandent aucun commentaire (art. 51).

Enfin, il est formellement stipulé que les dispositions de la loi du 20 août 1920 restent en vigueur, sauf en un point : les vieillards qui touchent actuellement une allocation en vertu de cette loi pourront à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1926 en demander la revision en se basant sur les immunisations plus larges prévues dans le projet en discussion. Loin donc de leur enlever leur pension gratuite, le projet leur en facilite l'obtention en élargissant les immunisations de la loi de 1920.

## CONCLUSION.

Nous voilà arrivés au bout de notre tâche. Nous espérons avoir mis en suffisante clarté le mécanisme de la législation nouvelle, ses multiples avantages, son enchaînement logique et sa structure scientifique. Nous espérons aussi avoir démontré que le projet que le Gouvernement nous convie à voter aujourd'hui constituera un progrès immense et que cette législation des pays d'Europe. C'est une gloire pour notre pays et nous sommes persuadés que cette loi assurera aux vieux travailleurs plus d'aisance, plus de bonheur et de joie à leur foyer. Elle contribuera ainsi pour une large part à la paix sociale que tous nous nous efforçons de réaliser.

Le vote de ce projet a pour résultat de rendre caduc le projet sur les pensions de vieillesse discuté et voté à la Chambre en mai 1914, projet dont le rapport a été déposé au Sénat par le rapporteur du projet actuel, à la séance du 30 avril 1919. A la demande de M. le Ministre Wanters, la discussion de ce projet par le Sénat avait été remise *sine die* par suite du dépôt du projet devenu la loi provisoire sur la matière. Le projet de 1919 peut ainsi disparaître de notre ordre du jour.

Votre Commission, Madame et Messieurs, a adopté le projet et vous prie de le voter à bref délai. A la Chambre, il a été voté à la séance du 25 juillet 1924 par 142 voix et 7 abstentions.

*Le Rapporteur,*

Chev. DE GHELLINCK D'ELSEGHEM.

*Le Président,*

ARM. HUBERT.

(<sup>λ</sup>)

(N<sup>r</sup> 8.)

## BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 13 NOVEMBER 1924

Verslag uit naam van de Commissie voor Nijverheid,  
Arbeid en Sociale Voorzorg, belast met het onder-  
zoek van het Wetsontwerp op de verzekering  
tegen ouderdom en vroegen dood.

*(Zie de n<sup>rs</sup> 15 (zittingsjaar 1922-1923) : 122, 306, 326, 338, 356, 364, 365,  
367, 379, 409 (zittingsjaar 1923-1924) en de Handelingen der Kamer  
van Volksvertegenwoordigers, vergaderingen van 12, 17 en 24 Juni;  
1, 2, 3, 4, 8, 15, 23 en 25 Juli 1924; en n<sup>r</sup> 257 (zittingsjaar 1923-1924)  
van den Senaat.)*

Aanwezig : De heeren HUBERT, voorzitter; BAECK, CARPENTIER, DEMOULIN,  
EYLENBOSCH, HENRICOT, LOMBARD, MOYERSON, RONGY, RUTTEN, SOLAU,  
VAN ROOSBROECK en ridder DE GHELLINCK D'ELSEGHEM, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Op de vergadering van 3 Juli 1924 besloot Minister Tschoffen zijne rede met den uitroep : « Ten behoeve van de arbeidersklas richten wij het meest grootsche gebouw van sociale verzekering op, dat tot nog toe in Europa tot stand kwam », en op een der laatste Senaatvergaderingen bracht de geachte Minister Masson in herinnering wat de Regeering voor de arbeidersklas had verwezenlijk, waar hij verklaarde dat het wetsontwerp op de ouderdomsverzekering, België aan het hoofd stelde van al de natiën van het vasteland. In dit verslag zullen wij nagaan of de woorden dezer bewindsmannen gegrond waren en wij vleien ons met de hoop dat het onderzoek van het ontwerp de goedkeuring zal wegdragen van al degenen die daarover hun stem moeten uitbrengen en van al degenen die geroepen zijn daaruit weldra voordeel te halen.

Op het eerste zicht lijkt het ontwerp ingewikkeld, derhalve moet men het zorgvuldig in al zijn onderdeelen nagaan om tot de bevinding te komen dat het een harmonisch geheel vormt en al de gevallen voorziet. Wij verdeelen ons verslag in verscheiden hoofdstukken en, om beter de voortreffelijkheid van het ontwerp te doen uitschijnen, past het dit met de vroegere wetgeving te vergelijken.

Wij deelen dus ons werk als volgt in :

|                                                                 |    |
|-----------------------------------------------------------------|----|
| Kritiek der wet van 20 Augustus 1920 . . . . .                  | 2  |
| Voortreffelijkheid van het behandelde ontwerp . . . . .         | 3  |
| Wie heeft voordeel bij de wet . . . . .                         | 5  |
| Het normaal tijdperk . . . . .                                  | 6  |
| § 1. Bedrag der pensioenen en renten . . . . .                  | 7  |
| § 2. Bedrag der verplichte stortingen . . . . .                 | 8  |
| § 3. Bestemming der verplichte stortingen . . . . .             | 10 |
| § 4. Verdeeling der verplichte stortingen . . . . .             | 14 |
| Bijzonder fonds van artikel 20 . . . . .                        | 15 |
| Overgangstijdperk . . . . .                                     | 16 |
| Niet verplichte stortingen der verzekeringsplichtigen . . . . . | 22 |
| Kosteloos pensioen . . . . .                                    | 22 |
| Vrije verzekerden . . . . .                                     | 23 |
| Vreemde arbeiders . . . . .                                     | 25 |
| Verzekeringsorganismen . . . . .                                | 25 |
| Strafbepalingen . . . . .                                       | 26 |
| Bijzondere bepalingen . . . . .                                 | 27 |
| Besluit . . . . .                                               | 27 |

## KRITIEK DER WET VAN 1920.

Ieder kent het stelsel der wet van 1920. Zij werd bijna eensgezind door beide Kamers goedgekeurd, wijl men alsdan rekening moest houden met den moeilijken toestand waarin, na den oorlog, de bejaarde menschen verkeerden, die in hunne behoeften moesten voorzien. In normalen tijd echter had deze wet geen genade gevonden in de oogen van talrijke wetgevers, en wij voegen daaraan toe dat deze wet niet ware goedgekeurd geworden zoo zij niet van voorloopigen aard ware geweest. Derhalve kan er geen sprake zijn het tegenwoordige stelsel te bestendigen.

De wet van 1920 geeft vat voor meer dan een kritiek, die ik als volgt wil samenvatten :

Het eerste verwijt dat deze wet treft is dat het geen pensioenwet is. Beschouwt men inderdaad de kenmerken van het pensioen, dan vinden wij er hier maar een enkel en wel de ouderdomsvereischte, maar de hoofdvereischte ontbreekt, namelijk de volledige zelfstandigheid van de inkomsten van den aanvrager. De wet van 1920 steunt op de behoefte van den aanvrager, het is eene onderstandswet die verschilt volgens de behoeften van den pensioentrekker, maar geene pensioenwet.

Een ander verwijt is de volstrekt ontoereikende rendeeing, en wel in tweeërlei opzicht : wat betreft het aantal pensioentrekkers en wat betreft het bedrag van de tegemoetkoming. Luidens de statistieken zijn er ongeveer 450,000 bejaarde personen die vijf en zestig jaar oud zijn of ouder ; daarvan krijgen slechts 250,000 de tegemoetkoming. Het pensioen is dus verre van algemeen.

Vervolgens bedraagt de tegemoetkoming niet 720 frank maar gemiddeld 540 frank. De ontoereikende rendeeing is dus opvallend.

Buitendien verkeert de pensioentrekker in de onzekerheid. Al trekt hij het pensioen dit jaar, daarom is hij niet zeker het volgend jaar nog te trekken. Een maatregel van algemeen bestuur, een min of meer beperkende verklaring kan hem het pensioen onttrekken. Dat is de volledige onzekerheid.

Blijft dan nog de onmogelijkheid nauwkeurige en vaste regelen te

bepalen voor de gelijke raming der inkomsten van de aanvragers. Aldus komt men tot ongerijmde toepassingen, bij de bepaling van het bedrag van het pensioen, en tot heden zijn de ministerieele omzendbrieven er niet in geslaagd subjectieve beoordeelingen te vermijden vanwege de ambtenaren en de organismen belast met de uitvoering der wet.

Laten wij deze verwijten van materieelen aard terzijde, om die van zedelijken aard te onderzoeken, dan zien wij dat deze laatsten van nog ernstiger aard zijn.

Eerst en vooral werd bij de belanghebbenden het vertrouwen geschokt in de rechtvaardigheid van de wet, tengevolge van het gemis van gelijke toepassing der wet in de verschillende streken van het land en zelfs in dezelfde streek. Dit verwijt is ongemeen ernstig, maar er is meer; de wet heeft het gemis van oprechtheid bevorderd bij de aanvragers waar zij hunne inkomsten moeten aangeven. Het is buiten kijf dat wij niet al de bejaarde mensen willen beschuldigen: maar de vastgestelde misbruiken zijn een onvermijdelijk gevolg van de wet. Derhalve is elke wet, die het voorafgaand onderzoek afschaft, een voortreffelijke vooruitgang.

Ten slotte, derde verwijt van zedelijken aard: de wet straft de vooruitzienden en verleent een onbillijk en niet te billijken voordeel aan hen die niet om de toekomst bekommerd waren: de meest verdienstelijke elementen van de arbeidersklas zijn het slachtoffer, en dat is een der meest ernstige grieven die men de wet van 1920 aanwrijven kan. Het is een anti-democratische, anti-sociale en onzedelijke maatregel. Ik meen dat wij het allen eens zijn om de opvallende onrechtvaardigheid van het stelsel te erkennen en dat dit moet worden verholpen.

### VOORTREFFELIJKHEID VAN HET WETSONTWERP.

Het wetsontwerp dat wij onderzoeken geeft geen vat voor al die kritieken; het is geen weldadigheidswet, het is een wet van sociale voorzorg en verzekering, een wet van sociale heropbeuring, die aan ieder loon naar werken geeft.

Moet men daaruit opmaken dat de wet van 1920 ophouden zal van kracht te zijn wanneer dit ontwerp van kracht wordt? Geenszins, dit werd reeds verklaard door den Minister van Nijverheid en Arbeid, door den Verslaggever ter Kamer, door de verschillende redenaars die in de Kamer het ontwerp hebben verdedigd, maar het mag wel eens worden herhaald omdat zooveel daarop nadruk leggen.

De nieuwe wet laat de rechten onverlet van de pensioentrekkers krachtens de wet van 1920. Dat beteekent dat zij, die thans de tegemoetkoming trekken van 600, 660 of 720 frank, zullen voortgaan die te trekken tot hun dood, tenzij een verbetering van hun stoffelijken toestand een herziening van hun pensioen voor gevolg heeft, overeenkomstig de regelen bepaald bij de wet van 1920 zelve. Al de pensioentrekkers krachtens de vorige wet hoeven zich dus niet te bekommeren om de bepalingen der wet, die wij thans onderzoeken. De bestaande toestanden blijven een voldongen feit. Buitendien zijn sommige bepalingen van het ontwerp voordeliger dan de wet van 1920 en wij zullen nagaan in welke omstandigheden de tegenwoordige pensioentrekkers daaruit voordeel halen kunnen. Dit ontwerp richt zich tot de arbeiders en steunt op een drievoudige medewerking: de loontrekker, de werkgever en de Staat, ziedaar de drie elementen die zullen moeten samenwerken tot vestiging van het ouderdomspensioen en van het weduwenpensioen.

Nutteloos in verdere beschouwingen te treden om de samenwerking dezer elementen te billijken.

Liepen vroeger de meeningen uiteen over de medewerking van den arbeider, heden lijkt het wel dat deze geschillen nog enkel een terugblikkende waarde hebben en is men het eens over de noodzakelijkheid van de bijdrage van den belanghebbende zelve. Dit beginsel werd trouwens steeds gehuldigd bij de vestiging van het mijnwerkerspensioen, en het ware allerm minst vreemd op de meerderheid der overige arbeiders een ander beginsel te zien toepassen. De thans verdiende loonen ontnemen aan het vraagstuk den kieschen aard dien het voor den oorlog hebben mocht en, buitendien, de geringheid van de gevraagde bijdrage, vergeleken met de verzekerde voordeelen, is van zulken aard dat zij een einde stelt aan elk meeningsverschil dienaangaande.

De bijdrage van den werkgever door het ontwerp geëischt is ruimschoots te billijken. Wat kan er inderdaad worden ingebracht tegen de verplichting voor den werkgever in de algemeene onkosten van zijn bedrijf te rekenen niet alleen den onderhoud van zijne fabriek en haar materieel, maar ook de verzekering zijner arbeiders? Tal van werkgevers hebben dit reeds ingezien en talrijk zijn zij die hooge bedragen voorzien als bijdrage voor de pensioenen hunner arbeiders; dit is een plicht van sociale samenhoorigheid en het ontwerp bepaalt er zich bij het stelsel te veralgemeenen en met een wetstekst een gebruik te bekrachtigen dat met den dag toenam. De industrieelen, begaan met hun eigen belangen en hun socialen plicht begrijpend, zullen daarover niet klagen en met genoegen vaststellen dat dit stelsel tot wet wordt.

Sedert onheugelijke tijden is dit stelsel in voege bij de mijnbedrijven, alwaar de bijdrage van den werkgever een bestanddeel vormt van het loon. Het ontwerp breidt dus alleen tot de gansche nijverheid een stelsel uit, dat in een bijzonderen nijverheidstak tot uitstekende uitslagen heeft geleid.

Het is verkieslijk de bijdrage van den werkgever te bepalen volgens het loon, dan wel haar af te houden van de winst; deze laatste is al te onbestendig om tot grondslag te dienen voor een bijdrage, die uiteraard van jaar tot jaar tamelijk gelijk moet zijn.

Om de bijdrage van den Staat te billijken is het nutteloos in lange beschouwingen te treden. Deze bijdrage werd overigens ingevoerd vóórdat een wet de pensioenen is komen regelen, want, vanaf 1891, had de Regeering te harer beschikking een beperkt crediet te verdeelen over de aangeslotenen bij de Pensioenkas. Dit crediet bedroeg 120,000 frank per jaar tot op het oogenblik dat de eerste wet op de pensioenen, in 1900 goedgekeurd, wettelijk bestaan schonk aan de Staatsbijdrage. De uitgave uit dien hoofde bedroeg 16 millioen per jaar, een cijfer dat onder het stelsel der wet van 1920 gestegen is tot 125 millioen, waarvan de Staat den last draagt voor het vijf-achtste, de provinciën voor het twee-achtste en de gemeenten voor één achtste.

Wat rechtmatig is met een stelsel van vrije verzekering, is het des te meer wanneer de verplichting van het pensioen door den wetgever wordt opgelegd.

Beweerd werd ook dat het nieuwe ontwerp het kosteloos pensioen afschaft. Niets is minder waar. Dit hebben wij reeds bewezen voor de bejaarde pensioentrekkers onder het stelsel der wet van 1920. Maar wij zullen zien dat het pensioen van den verzekeringsplichtige kosteloos is, want zijne verplichte storting is ternauwernood voldoende om de overlevingsrente aan zijne weduwe uit te keeren. Het ouderdomspensioen wordt verworven door de bijdrage van den werkgever en de Staatsbijdrage en wij zullen zien dat, zelfs in talrijke gevallen, de Staat verplicht is kosteloos verhoogingen toe te staan wanneer de pensioenen en renten ontoereikend zijn.

De hooge maatschappelijke strekking van het ontwerp en zijne superioriteit op de overige wetgevingen ligt in het feit dat het verschillende geluk-

kige nieuwigheden bevat, die vanwege de pensioentrekkers met dankbaarheid zullen worden begroet.

De titel zelve van het ontwerp geeft die reeds aan : deze titel luidt niet alleen en gewoon : *wetsontwerp op de verzekering tegen ouderdom*, er is een tweede vermelding : *en tegen vroegen dood*.

Het hier behandelde ontwerp is van tweeërlei aard : het voorziet de vestiging van een ouderdomsrente voor oude arbeiders en hunne vrouw ; bovendien, om een sedert lang door de mutualisten geliefkoosd denkbeeld te verwezenlijken, dat steeds als een moeielijk te bereiken ideaal werd beschouwd, voorziet het de vestiging van een overlevingsrente ten behoeve van de weduwe van den verzekeringsplichtige en de toekenning aan deze laatste van een bijzondere tegemoetkoming voor de weezen, zoo zij kinderen te haren laste heeft die jonger zijn dan zestien jaar.

Aan niemand zal het familiaal karakter van de bij deze wet voorziene voordeelen ontgaan ; zulk element zal men te vergeefs in andere wetgevingen zoeken.

### WIE HEEFT VOORDEEL BIJ DE WET.

Eerst en vooral moeten wij nagaan ten behoeve van welke arbeiders het ontwerp werd gemaakt. Op die vraag antwoorden de artikelen 1 en 2.

Over het algemeen zijn al de arbeiders aan de wet onderworpen. Maken echter een uitzondering :

- 1<sup>o</sup> De arbeiders die meer dan 12,000 frank per jaar verdienen ;
- 2<sup>o</sup> De arbeiders tewerk gesteld voor rekening van de openbare besturen en die, uit dien hoofde, aanspraak op pensioen kunnen maken ;
- 3<sup>o</sup> De mijnwerkers voor wie een bijzondere wet werd gemaakt ;
- 4<sup>o</sup> De bedienden en al degenen die vallen onder toepassing der wet op de arbeidsovereenkomst voor bedienden. Voor hen zal een bijzondere pensioenwet worden gemaakt.

De arbeiders van beider kunne tewerk gesteld voor rekening van een werkgever en wier loon niet hooger is dan 12,000 frank vallen onder toepassing der wet. Verder zullen wij er nog op wijzen hoe de voorgestelde wet van geheel nieuwen aard is : zij houdt rekening niet alleen met den betrokkene in individueel opzicht, maar daarbij voegt zij een gezinselement, zij stelt belang in de samenstelling van het gezin en houdt rekening met de gezinslasten. Op voorstel van de Middenafdeeling heeft de Regeering, en daarvoor moet zij worden geluk gewenscht, erin toegestemd dat het maximum van 12,000 frank mocht verhoogd worden met 1,000 frank per kind onder de zestien jaar.

Dat is een gelukkige nieuwigheid die op de kroostrijke gezinnen een weldadigen invloed zal hebben. Het offer dat de Staat zich getroost wordt ruimschoots vergolden door de uitslagen van stoffelijken en zedelijken aard opgeleverd door dezen toeslag bij de berekening van de inkomsten van den belanghebbende. Wij koesteren de hoop dat deze nieuwigheid slechts de aanhef zij van de reeks wettelijke voordeelen waarop de kroostrijke gezinnen aanspraak maken kunnen.

Afgezien van de verplichte aangeslotenen, kon het ontwerp het lot niet uit het oog verliezen van de arbeiders die niet voor rekening van een werkgever zijn tewerk gesteld en wier aantal nochtans zeer aanzienlijk is. Onder hen zijn er arbeiders die voor eigen rekening werken, geringe ambachtlieden, kleine handelaars, geringe landbouwers ; men kon bovendien de voordeelen van de wet niet onttrekken aan de vrouwen en kinderen dezer laatsten, noch aan de vrouwen en kinderen der verzekeringsplichtigen.

Had het ontwerp geen maatregel voor hen voorzien, dan waren er meer dan één millioen personen geweest die de voorziene renten niet hadden kunnen vestigen, bij gemis van Staatstoelagen, tenzij echter hunne persoonlijke stortingen veel hooger waren. Deze toestand ware onbillijk geweest, maar wij zullen hem niet hoeven te betreuren, dank zij de maatregelen in de wet bepaald.

Al deze klassen van belanghebbenden kunnen, zoo zij persoonlijk bepaalde bedragen storten, al de voordeelen genieten die de wet aan de verzekeringsplichtigen verleent ; zij maken een bijzondere categorie uit : de vrije verzekerden.

Aangezien echter de Staatsmiddelen beperkt zijn en dus niet mogen worden verspild, zoo moest een grens worden bepaald voor de inkomsten van de belanghebbenden. Deze voordeelen mochten niet worden verleend aan eenieder, welk het bedrag zijner inkomsten ook zij ; voor de vrouwen en kinderen der verzekeringsplichtigen wordt enkel rekening gehouden met de hoedanigheid van verzekeringsplichtige van hun echtgenoot of vader. Maar voor de overige categoriën van vrije verzekerden, verleent het ontwerp de Staatspremiiën enkel aan hen, wier inkomen 15,000 frank niet overschrijden.

Hier nog vinden wij het familiaal karakter van de wetgeving terug, in dezen zin dat dit maximum wordt verhoogd met 500 frank per kind onder de zestien jaar.

Het is echter duidelijk dat dergelijke wet slechts na een zeker aantal jaren in volle werking kan treden. Alvorens tot het normaal tijdperk te komen, moet een lang overgangstijdperk worden doorgemaakt. Voor elk dezer tijdperken moeten wij het bijzonder stelsel, dat werd voorzien, afzonderlijk nagaan.

## NORMAAL TIJDPERK.

Om de werking van de wet goed te begrijpen moeten wij beginnen met het normale tijdperk geheel te onderzoeken.

Zooals wij hebben gezien heeft het ontwerp van de Regeering voor doel op definitieve en volledige wijze de vraagstukken op te lossen in verband met de ouderdomspensioenen en de overlevings- of weduwenrenten. Van dichterbij moeten wij dus nagaan, welke middelen tot dit einde werden voorgesteld en duidelijkheidshalve zullen wij achtereenvolgens vier hoofdpunten onderzoeken :

- 1<sup>o</sup> Bedrag der pensioenen en renten ;
- 2<sup>o</sup> Bedrag der verplichte stortingen ;
- 3<sup>o</sup> Bestemming dezer stortingen ;
- 4<sup>o</sup> Verdeeling dezer stortingen.

Vervolgens zullen wij onderzoeken welke maatregelen werden genomen opdat, tijdens het overgangstijdperk, de pensioentrekkers dezelfde voordeelen zouden genieten.

Eerst en vooral moet worden gezegd dat het normale tijdperk pas over vijf en veertig jaar ingaat ; enkel de arbeiders, die op 1 Januari 1926 ten hoogste een en twintig jaar oud zullen zijn, zijn daarin begrepen ; al de overigen genieten de bijzondere voordeelen van het overgangstijdperk.



EERSTE AFDEELING. — *Bedrag der pensioenen en renten.*

Alswanneer, onder de vroegere wetten, de renten verworven door de stortingen van de belanghebbenden en door de toelagen van de openbare besturen slechts zeer gering waren, zoo heeft dit wetsontwerp grootsch en duurzaam werk willen tot stand brengen en het pensioen van den bejaarden arbeider tot het maximumbedrag opvoeren, dat door de wet van 1920 was voorzien. Elke arbeider, die de bepalingen der wet zal hebben nageleefd, zal een vast pensioen van 720 frank trekken. Het verschil van pensioen, volgens de bevolking der door den pensioentrekker bewoonde gemeente, wordt afgeschaft; het is de volledige gelijkheid voor allen. Vervolgens is de toekenning van het pensioen niet langer afhankelijk gesteld van het voorafgaand onderzoek; zij geschiedt van rechtswege en blijft den betrokkene behouden tot aan zijn dood. Aldus vervallen twee der hoofdgrievens tegen de wet van 1920 en de belanghebbenden hebben daar een merklijk voordeel bij.

Daar blijft het echter niet bij, de vrouw van den arbeider werd niet vergeten noch geslachtofferd. Ook zij zal op vijf en zestigjarigen leeftijd een pensioen van 720 frank trekken; zoo dus, op dien leeftijd, haar man nog leeft, zullen de inkomsten van een gezin bestaande uit man en vrouw beiden vijf en zestig jaar oud, 1,440 frank bedragen. Daarop kan niet genoeg nadruk worden gelegd. In dit geval ook zal de vrouw dit pensioen definitief trekken, zonder onderzoek naar den geldelijken toestand van het gezin.

Maar de man kan overlijden vóórdat de vrouw vijf en zestig jaar oud is. Het ontwerp komt aan dezen toestand tegemoet door de toekenning van een overlevingsrente aan de weduwe, welke ook haar leeftijd zij, mits de man aan de wettelijke vereischten hebbe voldaan. Deze overlevingsrente aan de weduwe, die niet vijf en zestig jaar oud is, staat in verhouding tot het aantal en het bedrag der jaarlijksche stortingen van den verzekerde, zij kan 360 frank bedragen, maar het ontwerp voorziet een minimum: nooit zal deze rente minder dan 120 frank bedragen, want de Staat verleent kosteloos en onvoorwaardelijk een toelage tot dit bedrag, wanneer de rente van 360 frank niet mocht gevestigd zijn.

Het gevolg daarvan is dat, zoo een enkel verplichte storting werd gedaan, de weduwe aanspraak heeft op een overlevingsrente van 120 frank en wel haar leven lang.

Wanneer de weduwe den leeftijd van vijf en zestig jaar zal bereikt hebben, komt zich bij deze overlevingsrente een ouderdomsrente voegen die tenminste 600 frank bedragen zal, zoo de vrouw als vrije verzekerde hare regelmatige stortingen heeft voortgezet. In dit geval zullen de inkomsten van de weduwe bedragen:  $360 + 600 = 960$  frank.

Zoo de vader sterft en kinderen van min dan zestien jaar achterlaat, die uit zijn huwelijk zijn geboren of ten laste van zijn gezin waren, dan zorgt het ontwerp voor deze weezen met aan de moeder een pensioen toe te kennen van 120 frank per kind en wel onvoorwaardelijk, dat wil zeggen, welk ook het aantal stortingen van den vader en derzelver bedrag mögen zijn. Dit pensioen vervalt slechts naarmate een der kinderen den leeftijd van zestien jaar bereikt.

Zoo de kinderen volle weezen zijn, dan wordt bij dit pensioen van 120 frank per hoofd, een tweede pensioen van hetzelfde bedrag gevoegd. Elk kind zal dus jaarlijks 240 frank trekken tot het zestien jaar oud is.

Wie ziet de merklijke voordeelen niet in die het wetsontwerp verleent. De ellendige toestand van weduwen en weezen wordt aldus verholpen op onverhoopte wijze.

Wij herhalen dat, gedurende het normale tijdperk, deze ouderdoms- en overlevingsrenten en de tegemoetkomingen aan de weezen van rechtswege aan de belanghebbenden worden verleend. Het onderzoek, dat zulken pijnlijken indruk naliet, valt geheel weg.

Thans willen wij onderzoeken of de gevergde offers niet in wanverhouding staan tot de verkregen uitslagen en het vermogen der belanghebbenden.

TWEDE AFDEELING. — *Het bedrag der verplichte storting.*

Hooger hebben wij gezien dat drie elementen bijdragen tot de verplichte storting met het oog op de vestiging van pensioenen en renten, en wij hebben de gronden aangegeven van deze drievoudige samenwerking.

Het wetsontwerp wil dat het pensioen van den arbeider voor hem een recht worde en niet meer afhankelijk worde gesteld van een wisselvallig onderzoek en de beoordeeling door eene commissie. Om dit doel te bereiken is het noodwendig dat hij zelve bijdrage tot de vestiging van het pensioen, tot dit van zijn vrouw en kinderen, door middel van regelmatige storting. De aldus gevestigde renten zullen zijn eigendom zijn en welke wijzigingen de desbetreffende wetgeving ook mocht ondergaan, of welke redenen hem mochten hebben aangezet tot het staken zijner sortingen, de aldus gevestigde renten blijven hem bepaald verworven; hij kan uit dit recht niet worden ontzet.

Voor het oogenblik houden wij ons slechts onledig met het normale tijdperk en, volgens de berekeningen van de Regeering, in de onderstelling dat de wet in werking trede op 1 Januari 1926, zijn de verzekeringsplichtigen van dit tijdperk al de arbeiders geboren na 1906, m. a. w., zij die op 1 Januari 1926 den leeftijd van een en twintig jaar niet hebben bereikt. Het overgangstijdperk duurt dus vijf en veertig jaar en houdt op in 1971.

Het ontwerp bij de Kamer ingediend maakte een onderscheid :

1<sup>o</sup> Tusschen de ongehuwde verzekeringsplichtigen van het mannelijk geslacht, jonger dan achttien jaar, en de vrouwelijke verzekeringsplichtigen eenerzijds ;

2<sup>o</sup> De ongehuwde mannelijke verzekeringsplichtigen ouder dan achttien jaar en de verzekeringsplichtigen die weduwnaar of uit den echt gescheiden zijn en

3<sup>o</sup> De gehuwde mannelijke verzekeringsplichtigen.

Hunne jaarlijksche sortingen verschilden en waren geregeld als volgt :

Voor de 1<sup>e</sup> categorie, bepaalde het ontwerp deze storting op 12 frank per jaar ;

Voor de 2<sup>e</sup> categorie, bepaalde het ontwerp deze storting op 24 frank per jaar ;

Voor de 3<sup>e</sup> catégorie, bepaalde het ontwerp deze storting op 36 frank per jaar.

Maar de Commissie van de Kamer heeft niet gemeend dit onderscheid te moeten behouden tusschen de ongehuwde mannelijke verzekerden, ouder dan achttien jaar, weduwnaar of uit den echt gescheiden eenerzijds, en de gehuwde mannelijke verzekerden anderzijds, en de Kamer sloot zich bij de meening van de Commissie aan. De gronden die werden aangevoerd om al deze verzekerden inzake storting op denzelfden voet te stellen bleken zeer ernstig.

Een zeker aantal leden hadden gewenscht dat het pensioen van de echtgenooten der verzekerden zou worden verhoogd ; dit was bepaald op

360 frank. Gelet echter op den wensch dit pensioen tot 720 frank te zien opvoeren, dat wil zeggen tot hetzelfde bedrag als dit van den man, heeft men naar nieuwe middelen moeten uitzien en bleek het redelijk geen grooter offer te vergen van de gehuwde verzekerden die, over het algemeen, gezinslasten hebben en alsdan ontstond het denkbeeld hetzelfde offer als van de gehuwden ook te vergen van de ongehuwden ouder dan achttien jaar, van de weduwnaren en van hen die uit den echt zijn gescheiden. De loonen dezer beide categoriën verzekerden zijn dezelfde, men kan van hen dezelfde bijdrage vergen, die dus op het vaste bedrag van 36 frank werd bepaald.

Er zijn dus nog enkel twee stortingsbedragen :

12 frank per jaar, voor de vrouwelijke verzekerden en de ongehuwde mannelijke verzekerden jonger dan achttien jaar ;

36 frank per jaar, voor de mannelijke verzekerden ouder dan achttien jaar, zij wezen gehuwd, weduwnaar, uit den echt gescheiden of ongehuwd.

Waarom dit onderscheid in de jaarlijksche verplichte bijdrage. Het denkbeeld waarvan deze vaststelling uitging is, dat men van de verzekerden slechts een offer vergen kan in verhouding tot hunne inkomsten en de te bereiken uitslagen en de samenvoeging van deze beide elementen bracht de indieners van het ontwerp ertoe een geringere storting te vergen van de vrouwelijke verzekerde of van den mannelijken verzekerde jonger dan achttien jaar : op dien leeftijd is deze laatste nog in de leer en trekt hij nog een klein loon. Ook de vrouw trekt over het algemeen een lager loon dan dit van de mannen. Daarbij dient voor deze beide categoriën verzekerden het totaal bedrag der stortingen uitsluitend voor de vestiging der ouderdomsrente.

Wat de overige verzekerden betreft moet buitendien nog de vestiging van een weduwenpensioen worden in het vooruitzicht gesteld. Men mag niet uit het oog verliezen dat een vrijgezel, weduwnaar of uit den echt gescheiden man, kan trouwen of hertrouwen, en zoo men deze gebeurtenis moest afwachten om met de vestiging van een weduwenpensioen aan te vangen, dan kon het in vele gevallen gebeuren dat dit laatste veel te gering zou zijn.

De bestemming van de stortingen moet ook in aanmerking komen bij de vaststelling der jaarlijksche stortingen van den belanghebbende. Dit punt zullen wij later onderzoeken.

De bijdrage van den arbeider gevergd is niets overdreven, zij komt erop neer 10 centiem per dag te vragen van den gehuwden verzekerde en van den ongehuwde, die ouder dan achttien jaar is, 3,3 centiem van den ongehuwde die jonger dan achttien jaar is en van de vrouw die een ambacht uitoefent.

Welke loontrekker kan zich deze kleine bijdrage niet getroosten. Het is dank aan haar dat hij zich een onbezorgden ouden dag kan verzekeren en voor de toekomst van zijn weduwe en weezen zorgen. Uitslagen van zulken aard zullen den meest gunstigen weerslag hebben op den socialen vrede.

Ziedaar wat betreft de verplichte stortingen der verzekerden. Die stortingen vinden haar tegenhanger in de stortingen van de werkgevers. Het bedrag van de storting van den werkgever is gelijk aan dit van de persoonlijke storting. Zij bedraagt dus 12 frank voor de ongehuwde verzekerden, die geen achttien jaar oud zijn, en voor de vrouwelijke verzekerden ; en 36 frank voor de overige categoriën : m. a. w. voor de ongehuwden die ouder dan achttien jaar zijn en voor de gehuwden.

Wat hier van gewicht is, is de bestemming van de stortingen, zooals wij verder zullen zien.

Hetzelfde geldt voor de Staatsbijdrage en dit voor dezelfde redenen. De Staatsbijdrage is gelijk aan 50 t. h. der persoonlijke en werkgeversstortingen samen. De Staatsbijdrage is dus 12 frank voor de eerste en 36 frank voor de tweede reeks.

Wij kunnen den toestand in onderstaande tabel samenvatten :

| CATEGORIE                                                                                                                   | PERSOONLIJKE<br>STORTING | STORTING<br>VAN DEN<br>WERKGEVER | STAATS-<br>TOELAGE | TOTAAL<br>DER<br>STORTINGEN |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|----------------------------------|--------------------|-----------------------------|
| 1 <sup>o</sup> a) Ongehuwde mannelijke<br>verzekerden jonger dan<br>achttien jaar . . . . .                                 | 12                       | 12                               | 12                 | 36                          |
| b) Vrouwelijke verzekerden                                                                                                  | 12                       | 12                               | 12                 | 36                          |
| 2 <sup>o</sup> a) Mannelijke verzekerden<br>ouder dan achttien jaar,<br>ongehuwd, weduwnaar of<br>uit den echt gescheiden . | 36                       | 36                               | 36                 | 108                         |
| b) Gehuwde mannelijke ver-<br>zekerden . . . . .                                                                            | 36                       | 36                               | 36                 | 108                         |

Het ontwerp door de Regeering ingediend voorzag enkel een werkgeversbijdrage van 2 frank voor de mannelijke verzekerden onder de achttien jaar, en aldus ware de Staatsbijdrage, in normalen tijd, vastgesteld geweest op 24 frank voor de mannelijke verzekerden, ouder dan achttien jaar, ongehuwd, weduwnaar of uit den echt gescheiden en op 30 frank voor de gehuwde verzekerden.

Daar de Kamer echter besloten heeft het ouderdomspensioen van de weduwe van een verzekerde tot 720 frank op te voeren, zoo moest naar nieuwe middelen worden uitgezien en, met de bijdrage van werkgever en Staat te verhoogen, heeft men het evenwicht kunnen herstellen, dat in gevaar was gebracht door de verdubbeling van het pensioen der vrouw.

#### DERDE AFDEELING. — *Bestemming der verplichte stortingen.*

Zooals wij hebben gezien, verleent de wet voordeelen van verschillenden aard aan de verzekerden en behalve hun ouderdomspensioen en dit hunner weduwe, voorziet zij de vestiging van een overlevingsrente, alsook eene bijzondere tegemoetkoming aan de weezen. De verplichte stortingen verhoogd met de bijdragen van werkgevers en Staat komen in rekening als verschillende hoeveelheden bij de vestiging dezer renten, wat het verschil billijkt dat wij hooger in de voorzienen stortingen hebben gevonden.

Het is duidelijk dat het ontwerp zich er bij had kunnen bepalen enkel de vestiging te voorzien van het ouderdomspensioen van den arbeider en de voordeelen aan weduwen en weezen buiten beschouwing had kunnen laten. In dit geval ware het pensioen van den belanghebbende hooger geweest, dit geven wij gereedelijk toe, maar wie had dan nog in het ontwerp van den heer Moyersoën dien grooten vooruitgang ontdekt waarover allen het thans eens zijn? Het hekken ware aldus aan den ouden stijl gebleven, men had de wenschen overzien van een merklijk deel der mutualiteitsleiders, men had in de nieuwe wetgeving het zelfzuchtig beginsel van het individualisme

behouden en de gezinsbelangen van den verzekerde over het hoofd gezien. Daarbij moest rekening worden gehouden met den economischen toestand van het land, met 's Lands financiën en met den gang van handel en nijverheid en mocht men niet vergeten dat de verzekerden, evenals de werkgevers en de Staat, reeds zware lasten te dragen hebben met het oog op verzekering tegen andere sociale risico's. Wij meenen dat het ontwerp op gelukkige wijze rekening heeft gehouden met deze verschillende elementen en er in geslaagd is een maximum voordeelen te verstrekken, tegenover een minimum offers dat van allen wordt gevergd.

Zooals de *Memorie van Toelichting* zegt, zullen zij, die het willen, steeds door middel van hun storting alleen aanvullende renten kunnen vestigen mits vrijwillig zich offers te getroosten in verhouding tot hun inkomsten.

Welk is voor het oogenblik de bestemming van de verplichte storting? De wet bepaalt er zich niet bij eene ouderdomsrente te verzekeren aan den verzekeringsplichtige zelve, zooals wij hebben gezien bedraagt dit pensioen 720 frank op vijf en zestig jaar, maar zij verleent bovendien eene rente van hetzelfde bedrag, 720 frank dus, aan de vrouw van den verzekerde, wanneer zij den leeftijd van vijf en zestig jaar zal hebben bereikt, wat er op neer komt te zeggen dat het gezin alsdan beschikken zal over een inkomen van 1440 frank en elke pensioentrekker zal die som ontvangen zonder eenig voorafgaand onderzoek noch herziening en wel tot aan zijn dood.

De indiener van het ontwerp heeft niet gewild dat de verzekerde, die een of meer storting overeenkomstig de wet heeft gedaan en die komt te sterven, een weduwe en weezen in behoeftige omstandigheden zou achterlaten. Derhalve heeft hij de overlevingsrente voorzien. De weduwe van den verzekerde, welke haar leeftijd ook zij, en *welk het aantal storting door den man gedaan ook zij*, zal haar leven lang eene weduwenrente van ten minste 120 frank trekken.

De weezen onder zestien jaar trekken 120 frank per jaar zoo hun vader komt te sterven en 240 frank zoo hun moeder eveneens komt te sterven vóórat zij den leeftijd van zestien jaar hebben bereikt. Voor het lot der weezen is dus vooral gezorgd; het spreekt van zelfs dat deze rente hen niet geheel voor ellende beschut, maar hier doet het ontwerp een grooten stap vooruit op den tegenwoordigen toestand. Wij mogen ook niet vergeten dat verscheidene mutualiteiten zich reeds hebben onledig gehouden met de verbetering van het lot der weezen: door middel van een lichte bijdrage, door de leden eener plaatselijke mutualiteit betaald en gestort in eene centrale kas, bijdrage die wetenschappelijk werd berekend, zullen zij er in kunnen slagen de weezenrente te verhoogen.

De individueele inspanning brengt dus het hare bij om een grooten vooruitgang te verwezenlijken en, gevoegd bij de rente door het ontwerp voorzien, geeft de tegemoetkoming van de mutualiteit, bij voorbeeld op 1 frank bepaald, aan de volle wees eene rente van 600 frank. Dat is beslist een merklijk voordeel.

Om de werking van de wet goed te doen begrijpen, moeten wij een onderscheid maken tusschen de storting door de verzekerden en de bijdragen van de werkgevers eenerzijds en die van den Staat anderzijds.

Het stelsel dat werd gevolgd voor de vestiging der renten is dit der capitalisatie, doch niet op volstreekte wijze; wij moeten wijzen op een lichte verzachting.

Het stelsel der capitalisatie werd volledig toegepast op de persoonlijke storting van den verzekeringsplichtige en van den vrijen verzekerde en op de bijdragen van de werkgevers. De verzekeringsplichtigen en de vrije verzekerden zijn dus, vanaf de eerste storting, eigenaar der aldus gevestigde

ouderdoms- en overlevingsrenten. De wet roept aldus voor hen een recht in het leven en de renten zullen aan de rechthebbenden uitbetaald worden op het door de wet bepaalde tijdstip, zelfs zoo zij hunne stortingen hebben gestaakt. Wat de bijdrage van den Staat betreft, heeft men moeten rekening houden met den toestand der Schatkist. Wij verhaasten ons echter te zeggen dat de rechthebbende geen nadeel ondervindt van de min strenge toepassing van het capitalisatiestelsel. Ofschoon de Staat de uitbetaling zijner bijdragen en premiën uitstelt tot op het oogenblik dat de betrokkene in het genot zijner rente treedt, toch zal deze in elk geval op dat oogenblik de totale rente ontvangen zooals zij werd gevestigd.

Zoo de Staat elk jaar zijn aandeel stort, dan houdt de boekhouding voor elken betrokkene, hij weze verplichte of vrije verzekerde, rekening met het drievoudige aandeel van betrokkene, werkgever en Staat, en dan zal het niet van den goeden wil van den Staat afhangen, op het bepaalde tijdstip, het rentebedrag te betalen door middel van zijn aandeel.

De Staat gaat een schuld aan die jaarlijks op zijne begrooting zal voorkomen.

Het is dus een gemengd stelsel dat zal worden toegepast voor de ouderdomsrenten en de overlevingsrenten.

Daarentegen, wat betreft de toeslag op ouderdoms- en overlevingsrenten, werd het stelsel der eenvoudige verdeling aangenomen. Wij mogen dit betreuren met het oog op de beginselen, maar voor het oogenblik mocht men er niet aan denken iets beters tot stand te brengen. Wij zijn echter getroost bij de gedachte dat de betrokkenen er niet bij zullen verliezen.

Elk jaar zal dus een drievoudig crediet op de begrooting voorkomen :

- a) Betaling van het aandeel van den Staat in de ouderdoms- en overlevingsrenten ;
- b) Tegemoetkoming aan het bijzonder fonds belast met den dienst der toeslagen op overlevingsrenten ;
- c) Betaling der toeslagen op ouderdomsrenten.

Het vroeger crediet voor de ouderdomsrenten aan de pensioentrekkers krachtens de wet van 1920 blijft natuurlijk behouden.

Thans onderzoeken wij hoe deze drie stortingen worden verdeeld :

#### 1<sup>o</sup> Aandeel van den Staat.

In normalen tijd wordt het aandeel van den Staat bepaald op fr. 0.50 voor elken op de rekening van den verzekerde gestorten frank, het bedraagt 50 t. h. van de persoonlijke storting en van de werkgeversbijdrage ; het bedraagt dus per jaar 12 frank voor de ongehuwden jonger dan achttien jaar en voor de vrouwelijke verzekerden, en 36 frank voor de ongehuwden ouder dan achttien jaar, de weduwnaren en de uit den echt gescheidenen en voor de gehuwden.

Het aandeel van den Staat is hooger voor deze laatsten ; eerst voor de gehuwden, want dezen moeten niet alleen zorgen voor hun ouderdomsrente en die hunner vrouw, maar ook voor de overlevingsrente dezer laatste.

Voor de ongehuwden ouder dan achttien jaar, de weduwnaren en uit den echt gescheidenen gelden redenen die wij hooger hebben aangegeven en waarop wij niet meenen te moeten terugkomen.

Het aandeel van den Staat dient, in dezelfde verhouding als de persoonlijke stortingen en het aandeel van de werkgevers, tot de vestiging van de ouderdomsrente van den belanghebbende en zijne vrouw en van de overlevingsrente voor deze laatste.

Wat betreft de ouderdomsrente van den verzekeringsplichtige, houdt de tegemoetkoming van den Staat op zoodra, door middel van zijne stortingen, eene rente van 240 frank werd gevestigd.

Wat betreft de vrouw van den verzekeringsplichtige, verbindt de Staat zich, door middel van hare bijdrage, eene totale rente van 240 frank te vestigen.

Wordt de belanghebbende weduwe, vóór dat zij den leeftijd van vijf en zestig jaar heeft bereikt, dan ontvangt zij, op het oogenblik dat zij in genot treedt van hare overlevingsrente, als Staatsaandeel in de vestiging dezer rente, een deel van de rente ten haren behoeve gevestigd en gelijk aan het derde van die gevestigd door middel van hare persoonlijke stortingen en van de bijdragen der werkgevers, met een maximum van 120 frank. Zet zij alsdan hare stortingen in de Lijfrentekas voort, dan geniet zij, op vijf en zestig jaar, eene ouderdomsrente waarvan een derde (met een maximum van 120 frank) door den Staat werd gevestigd.

Werden dus al de voorgeschreven stortingen regelmatig gedaan, en is de man op tamelijk gevorderden leeftijd gestorven, dan ontvangt de weduwe, vanaf het overlijden van dezen laatste, eene overlevingsrente van 360 frank en daarbij eene ouderdomsrente van 600 frank, te zamen dus 960 frank.

Wordt zij echter vijf en zestig jaar oud vóór het afsterven van haren man, dan ontvangt zij eene ouderdomsrente van 720 frank, waarvan 240 frank gevestigd door het aandeel van den Staat en, bij den dood van haar man, trekt zij bovendien eene overlevingsrente van 240 frank, maakt te zamen 960 frank.

Op te merken valt dat de jaarlijksche bijdrage van den Staat zich bepaalt bij eene globale storting van 288 frank. Speculatiën moeten inderdaad worden vermeden. Hij, die jaarlijks eene hoogere storting kan doen, zal het voordeel niet genieten van de Rijkstoelagen voor het bedrag dat het maximum overschrijdt.

Wij hebben bewezen waarom de bijdrage, van de gehuwden geëischt, hooger is ; de ongehuwden die ouder dan achttien jaar zijn en de weduwnaren en uit den echt gescheidenen hebben weliswaar niet te zorgen voor de vestiging van een overlevingsrente en een ouderdomsrente ten behoeve van de vrouw. Daarentegen moet worden voorzien dat zij later kunnen trouwen of hertrouwen. Van hen moet dus worden gevergd dat zij dezelfde stortingen doen als de gehuwde verzekerden, zooniet kunnen de overlevings- en ouderdomsrenten van de vrouw niet volledig worden gevestigd, zoo de betrokkene op betrekkelijk gevorderden leeftijd trouwt of hertrouwt.

## *2<sup>o</sup> Bijdragen van de werkgevers.*

De werkgeversbijdrage dient tot gedeeltelijke vestiging van de ouderdomsrente van den verzekerde en van zijn vrouw. Aangezien de werkgevers een derde van de volledige stortingen doen, zoo dragen zij, in dezelfde verhouding, bij tot de vestiging van de ouderdomsrente. De werkgevers dragen ook, steeds in dezelfde verhouding, bij tot de vestiging van de overlevingsrente ten behoeve van de vrouw.

## *3<sup>o</sup> Persoonlijke stortingen van den verzekeringsplichtige.*

Deze hebben dezelfde bestemming als de werkgeversbijdragen, zij dienen dus om de ouderdomsrente van den verzekeringsplichtige en van zijne vrouw en de overlevingsrente van deze laatste te vestigen. Deze stortingen zijn verplichtend tot den ouderdom van vijf en zestig jaar, evenzoo voor de werkgeversbijdrage, doch het staat vast dat indien het pensioen van 720 frank vóór dien ouderdom wordt bereikt, dit in verhouding met de

gedane stortingen verhoogd wordt. Elke storting geeft recht op eene rente die voor den verzekerde verworven blijft.

Indien de vrouw van den verzekeringsplichtige zich door haar eigen stortingen een rente van 720 frank heeft samengesteld, dan wordt de verzekeringsplichtige er van ontheven voor de vestiging van die rente te storten en wordt zijn ouderdomsrente in verhouding tot zijn persoonlijke stortingen verhoogd.

#### VIERDE AFDEELING. — *Verdeeling van de verplichte stortingen.*

Hier moeten wij nogmaals een onderscheid maken volgens de reeksen der verzekeringsplichtigen.

*Eerste reeks.* — Ongehuwde mannen minder dan achttien jaar oud, vrouwelijke verzekeringsplichtigen.

De persoonlijke stortingen, de werkgevers- en de Rijksbijdragen worden gansch besteed aan de vestiging van de ouderdomsrente.

*Tweede reeks.* — Weduwnaars, uit den echt gescheidenen, ongehuwde mannen meer dan achttien jaar oud.

Daar de stortingen van de drie betrokken partijen bestemd zijn desgevallend benevens de ouderdomsrente, de overlevingsrente van de vrouw van den belanghebbende te vestigen, moest er een behoorlijke en billijke verhouding voor de verdeeling van die stortingen gevonden worden : 50 t. h. er van worden bestemd aan de vestiging van de ouderdomsrente van den verzekerde, en 50 t. h. worden in kapitaal aangelegd en tot overlevingsrente omgezet op het oogenblik van het huwelijk of volgend huwelijk.

Zoodra dit kapitaal 1800 frank bereikt, wordt het volle bedrag der stortingen besteed aan de vestiging der ouderdomsrente van den verzekeringsplichtige.

Het kan echter voorkomen dat de ongehuwde, de weduwnaar of uit den echt gescheidene sterft vooraleer te huwen of andermaal te huwen; dan rijst de vraag welke de bestemming is van het kapitaal aldus gevormd met de 50 t. h. van het totaal bedrag der stortingen. De vraag rijst niet op voor de 50 t. h. dezer stortingen die bestemd zijn voor de vestiging der ouderdomsrente van den verzekeringsplichtige, aangezien dit gedeelte met afstand van kapitaal gestort werd. Doch voor 't overige? Het ontwerp lost de vraag op gelukkige wijze op : het beslist dat dit kapitaal gestort wordt in een Bijzonder Fonds dat wij naderhand zullen bestudeeren en dat bestemd is om te voorzien in de betaling van de toeslagen aan de weduwen en weezen verleend. Niemand zal deze oplossing afkeuren; integendeel, wij zullen het allen eens zijn om te verklaren dat geen betere bestemming kan gegeven worden aan die kapitalen gevestigd door hen die geen gezinslast hadden en dat het goede en gezonde menschlievendheid is. Wijzen wij er trouwens op dat de werkgeversbijdrage ook gediend heeft voor de vestiging van dit kapitaal : zoodat in dit geval deze zal ten goede komen aan de arbeidersgemeenschap.

*Derde reeks.* — Gehuwde verzekeringsplichtigen.

Dezen moeten voorzien in het vestigen van drie renten :

- a) Persoonlijke ouderdomsrente ;
- b) Ouderdomsrente van de echtgenoot, en
- c) Overlevingsrente van deze laatste.

Hier ook worden de stortingen in twee deelen gesplitst : 50 t. h. worden bestemd voor de vestiging der ouderdomsrente van den verzekeringsplichtige, en 50 t. h. eerst voor de vestiging der overlevingsrente der weduwe en, zoodra deze is gevestigd, voor de ouderdomsrente van de vrouw.



Bedraagt deze rente 720 frank of geniet de vrouw eene rente van dit bedrag, dan dienen de stortingen in haar geheel om de ouderdomsrente van den verzekeringsplichtige te volmaken.

Laten wij hier nog de behendigheid van het stelsel bewonderen, daar een eenvoudige werking de drievoudige rente laat vestigen binnen een tamelijk korten tijd.

Het kan echter voorkomen dat de overlevingsrente niet 360 frank bereikt op het oogenblik van het afsterven van den echtgenoot, daar bij dit afsterven, te vroeg overkomen, de totale stortingen onvoldoende blijken; in dit geval verleent de Staat aan de weduwen der verzekeringsplichtigen en zulks zonder nieuwe storting van harentwege en zonder andere voorwaarde een toeslag van 120 frank, met dit voorbehoud echter dat deze toeslag met de reeds gevestigde rente niet 360 frank mag overschrijden. Dit voorbehoud is billijk en vergt geen commentaar. Men begrijpt ook dat deze toeslag niet meer betaald wordt indien de weduwe hertrouwt, want, ofwel huwt zij een man die niet tot de verzekering verplicht is, in welk geval een gedeelte dient tot volmaking van haar overlevingsrente, ofwel een verzekeringsplichtige die de voorgeschreven stortingen moet doen en in dit geval valt zij niet meer onder toepassing der wet.

Om beter te doen begrijpen hoe de stortingen verdeeld worden vatten wij ze samen in de volgende tabel :

#### BESTEMMING VAN DE STORTINGEN.

| REEKSEN<br>DER<br>VERZEKERINGSPLICHTIGEN                                                                  | TOTAAL BEDRAG<br>der<br>GESTORTE SOMMEN :<br>1° Persoonlijke stor-<br>tingen;<br>2° Werkgeversbijdrage;<br>3° Rijksbijdrage. | GEDEELTE BESTEMD<br>voor de<br>OUDERDOMSRENTE<br>van den<br>VERZEKERINGSPLICHTIGE | SOMMEN BESTEMD<br>voor de vestiging<br>der<br>OVERLEVINGSRENTE<br>en<br>DER OUDERDOMSRENTE<br>van de<br>ECHTGENOOTE |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Ongehuwde mannen minder<br>dan achttien jaar oud . .                                                      | 36                                                                                                                           | 36                                                                                | —                                                                                                                   |
| Vrouwelijke verzekerings-<br>plichtigen . . . . .                                                         | 36                                                                                                                           | 36                                                                                | —                                                                                                                   |
| Ongehuwde mannen meer dan<br>achttien jaar oud, weduw-<br>naars of uit den echt ge-<br>scheiden . . . . . | 108                                                                                                                          | 54                                                                                | 54 (1)                                                                                                              |
| Gehuwden . . . . .                                                                                        | 108                                                                                                                          | 54                                                                                | 54                                                                                                                  |

#### BIJZONDER FONDS.

Wij hebben terloops gesproken van een bijzonder fonds dat door het ontwerp voorzien wordt. Laten wij van naderbij de belangrijke rol onderzoeken die het in de economie van het stelsel vervult.

Dit fonds wordt voorzien bij artikel 20 en het volgende artikel voegt er bij dat het rechtspersoonlijkheid geniet met al de voordeelen die bij deze wettelijke fictie behooren.

Hoewel een koninklijk besluit noodig is om er de inrichting en de werking

(1) Er wordt op gewezen dat deze 54 frank in kapitaal worden gevestigd tot een bedrag van 1,800 frank.

van te regelen, toch weten wij dat dit fonds volgens de bepalingen van het ontwerp als volgt wordt gestijfd :

- 1° Door de credieten jaarlijks door den Staat verleend ;
- 2° Door de overdracht der kapitalen gevestigd door een gedeelte der stortingen voor rekening der ongehuwden gedaan en in principie bestemd voor de vestiging der overleveringsrente van hunne vrouw en die hunne bestemming verloren ;
- 3° Door de werkgeversbijdragen die niet uitgekeerd worden aan de vreemde arbeiders indien hun land geen gelijkwaardige voordeelen verleent.

Het bijzonder fonds heeft een drievoudige bestemming :

- 1° Vooreerst voorziet het in de verhooging der overlevingsrente der weduwen indien zij niet 360 frank bedraagt ; deze toeslag, van rechtswege en zonder andere voorwaarden verleend, bedraagt ten hoogste 120 frank ;
- 2° Het kent aan de weduwe eene verhooging toe van 120 frank per kind minder dan zestien jaar oud ;
- 3° Ten slotte betaalt het dien toeslag aan de weezen die beide ouders hebben verloren.

#### OVERGANGSTIJDPERK.

Elke wet op de ouderdomspensioenen kan alleen na een tamelijk langen tijd haar volle werking verkrijgen daar het bedrag der gedane stortingen niet belangrijk genoeg is om dadelijk de voorgestelde rente te vestigen ; hoe hooger deze rente, hoe langer het overgangstijdperk.

Het besproken ontwerp wil aan al de arbeiders een rente toekennen van ten minste 720 frank op vijf en zestigjarigen ouderdom. Het valt licht te begrijpen dat talrijke en aanzienlijke stortingen noodig zijn om die rente te verkrijgen. Welnu, de reeds oude arbeiders en zij die moeilijk in hun onderhoud kunnen voorzien mogen niet opgeofferd worden ; de Staat moet hun dus bijzondere voordeelen toestaan zooals de wetgever het vanaf de wet van 1900 heeft gedaan. Deze voordeelen moeten groot genoeg zijn om de personen dezer reeksen op gelijken voet te stellen met de andere belanghebbenden der wet.

Dan is echter een euvel te vermijden :

Men moet vermijden dat zij die vooruitziende waren schade lijden, zooals met de huidige wet het geval is, en een inspanning moet vereischt worden : degene die al de voordeelen der wet wil genieten moet het bewijs leveren vooruitziende te zijn.

Beide begrippen moeten samengebracht worden en wij meenen dat de wet, uit dien hoek beschouwd, uitmuntende uitslagen zal opleveren.

Laten wij dus nagaan wat zij voorziet voor al degenen die, op het oogenblik dat de wet van kracht wordt, namelijk als de eerste pensioenen worden uitgekeerd, in 1927, niet over den tijd beschikt hebben om, door regelmatige stortingen, de rente van 720 frank te vestigen.

Al degenen die, op 1 Januari 1926, den ouderdom van een en twintig jaar overschieden hebben, dus al degenen die vóór 1906 geboren zijn, bevinden zich in dit geval. De tabel der renten verworven bij de Lijfrentekas wegens de verplichte persoonlijke stortingen, de verplichte werkgeversbijdragen en de Rijksbijdragen, zooals zij in het wetsontwerp voorzien worden, toont ons dat de personen, in 1906 geboren, aldus een rente verkrijgen van fr. 688,68 ; de rente dergenen die in 1907 geboren zijn bedraagt 720 frank. Daaruit volgt dat de Staat door een rentetoeslag bijdraagt in het belang van al de betrokkenen die sedert 1862 tot en met 1906 geboren zijn.

Deze rentetoeslag is stellig niet gelijkmatig ; hij volgt een dalende verhouding en wordt altijd tot op het tiental opwaarts afgerond, zooals blijkt uit de tabel die wij hier nuttigerwijze inlasschen, zooals zij voorkomt

bij het slot der artikelen van het ontwerp. (Gedrukte stukken, n<sup>r</sup> 257, zittingsjaar 1923-1924.)

Men stelt vast dat de feitelijke toeslag gedurende de eerste jaren 720 frank bedraagt, om te dalen tot op 40 frank voor het vijf en veertigste en laatste jaar.

### TABEL

1<sup>o</sup> omtrent de renten bij de Lijfrentekas verworven wegens de verplichte persoonlijke stortingen, de verplichte werkgeversbijdragen en de Rijksbijdragen ;

2<sup>o</sup> alsmede omtrent de toeslagen op de renten. (Art. 22 van het wetsontwerp.)  
(Verplichte verzekering vanaf 1926.)

| Geboorte-<br>jaar.                 | Leeftijd<br>bereikt<br>in 1927. | Rente verworven<br>per jaarlijksche<br>storting van 24 fr.<br>sinds den hiernaast-<br>opgegeven leeftijd. | Rente, die uit<br>de Rijksbij-<br>drage<br>voortvloeit. | Totale<br>rente. | Toeslag<br>(ondersteld<br>bedrag). | Toeslag<br>(werkelijk<br>bedrag). |
|------------------------------------|---------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|------------------|------------------------------------|-----------------------------------|
| 1862                               | 65                              | 2 40                                                                                                      | 2 40                                                    | 4 80             | 715 20                             | 720                               |
| 1863                               | 64                              | 5 04                                                                                                      | 5 04                                                    | 10 08            | 709 92                             | 720                               |
| 1864                               | 63                              | 7 92                                                                                                      | 7 92                                                    | 15 84            | 704 16                             | 720                               |
| 1865                               | 62                              | 11 04                                                                                                     | 11 04                                                   | 22 08            | 697 92                             | 700                               |
| 1866                               | 61                              | 14 40                                                                                                     | 14 40                                                   | 28 80            | 691 20                             | 700                               |
| 1867                               | 60                              | 18 00                                                                                                     | 18 00                                                   | 36 00            | 684 00                             | 700                               |
| 1868                               | 59                              | 21 84                                                                                                     | 21 84                                                   | 43 68            | 676 32                             | 680                               |
| 1869                               | 58                              | 25 68                                                                                                     | 25 68                                                   | 51 36            | 668 64                             | 680                               |
| 1870                               | 57                              | 29 76                                                                                                     | 22 32                                                   | 52 08            | 667 92                             | 680                               |
| 1871                               | 56                              | 34 00                                                                                                     | 25 36                                                   | 59 64            | 660 36                             | 660                               |
| 1872                               | 55                              | 38 88                                                                                                     | 29 16                                                   | 68 04            | 651 96                             | 660                               |
| 1873                               | 54                              | 43 92                                                                                                     | 32 94                                                   | 76 86            | 643 14                             | 660                               |
| 1874                               | 53                              | 49 20                                                                                                     | 36 90                                                   | 86 10            | 633 00                             | 640                               |
| 1875                               | 52                              | 54 72                                                                                                     | 41 04                                                   | 95 76            | 624 24                             | 640                               |
| 1876                               | 51                              | 60 48                                                                                                     | 36 28                                                   | 96 76            | 623 24                             | 640                               |
| 1877                               | 50                              | 66 48                                                                                                     | 39 88                                                   | 106 36           | 613 64                             | 620                               |
| 1878                               | 49                              | 72 96                                                                                                     | 43 77                                                   | 116 73           | 603 27                             | 620                               |
| 1879                               | 48                              | 79 68                                                                                                     | 47 80                                                   | 127 48           | 592 52                             | 600                               |
| 1880                               | 47                              | 86 88                                                                                                     | 52 12                                                   | 139 00           | 581 00                             | 600                               |
| 1881                               | 46                              | 94 32                                                                                                     | 59 50                                                   | 150 31           | 569 09                             | 580                               |
| 1882                               | 45                              | 102 24                                                                                                    | 51 12                                                   | 153 36           | 566 64                             | 580                               |
| 1883                               | 44                              | 110 40                                                                                                    | 55 20                                                   | 165 60           | 554 40                             | 560                               |
| 1884                               | 43                              | 119 04                                                                                                    | 59 52                                                   | 176 56           | 541 44                             | 560                               |
| 1885                               | 42                              | 128 16                                                                                                    | 64 08                                                   | 192 24           | 527 75                             | 540                               |
| 1886                               | 41                              | 137 76                                                                                                    | 68 88                                                   | 206 64           | 513 36                             | 520                               |
| 1887                               | 40                              | 147 84                                                                                                    | 73 92                                                   | 221 76           | 498 24                             | 500                               |
| 1888                               | 39                              | 158 40                                                                                                    | 79 20                                                   | 237 60           | 482 40                             | 500                               |
| 1889                               | 38                              | 169 44                                                                                                    | 84 72                                                   | 254 16           | 465 84                             | 480                               |
| 1890                               | 37                              | 180 96                                                                                                    | 90 48                                                   | 271 44           | 448 56                             | 460                               |
| 1891                               | 36                              | 192 96                                                                                                    | 96 48                                                   | 289 44           | 430 56                             | 440                               |
| 1892                               | 35                              | 205 68                                                                                                    | 102 84                                                  | 308 52           | 411 48                             | 420                               |
| 1893                               | 34                              | 218 88                                                                                                    | 109 44                                                  | 328 32           | 391 68                             | 400                               |
| 1894                               | 33                              | 232 80                                                                                                    | 116 40                                                  | 349 20           | 370 80                             | 380                               |
| 1895                               | 32                              | 247 20                                                                                                    | 123 60                                                  | 370 80           | 349 20                             | 360                               |
| 1896                               | 31                              | 262 32                                                                                                    | 131 16                                                  | 393 48           | 326 52                             | 340                               |
| 1897                               | 30                              | 278 16                                                                                                    | 139 08                                                  | 417 24           | 302 76                             | 320                               |
| 1898                               | 29                              | 294 72                                                                                                    | 147 36                                                  | 442 08           | 277 92                             | 280                               |
| 1899                               | 28                              | 312 24                                                                                                    | 156 12                                                  | 468 36           | 251 64                             | 260                               |
| 1900                               | 27                              | 330 48                                                                                                    | 165 24                                                  | 493 72           | 224 28                             | 240                               |
| 1901                               | 26                              | 349 68                                                                                                    | 174 84                                                  | 524 52           | 195 48                             | 200                               |
| 1902                               | 25                              | 369 60                                                                                                    | 184 80                                                  | 554 40           | 165 60                             | 180                               |
| 1903                               | 24                              | 390 48                                                                                                    | 195 24                                                  | 585 72           | 134 28                             | 140                               |
| 1904                               | 23                              | 412 32                                                                                                    | 206 16                                                  | 618 48           | 101 52                             | 120                               |
| 1905                               | 22                              | 435 12                                                                                                    | 217 56                                                  | 652 68           | 67 32                              | 80                                |
| 1906                               | 21                              | 459 12                                                                                                    | 229 56                                                  | 688 68           | 31 32                              | 40                                |
| Na 1906 van minder<br>dan 21 jaar. |                                 | 480 00                                                                                                    | 240 00                                                  | 720 00           | 0 00                               | 0                                 |

N. B. In die tabel wordt er geen rekening gehouden met de gedeeltelijke storting die vanaf 1926 mag worden gedaan. Bedoelde gedeeltelijke storting zal vermeerdering van de totale rente ten gevolge hebben.

Het ontwerp stelt voorwaarden voor de toekenning van dezen rente-toeslag : Voor degenen die vijftig jaar oud zijn op den dag der toepassing van de wet wordt de toeslag van rechtswege toegekend indien zij regelmatig de voorgeschreven stortingen hebben gedaan gedurende de laatste vijftien jaar. Men veronderstelt dat degenen die voort zijn blijven werken

tijdens de vijftien jaar, die aan de ingenottreding van hun rente voorafgaan, niet over aanzienlijke inkomsten beschikken en dat zij dus zonder voorafgaand onderzoek over den omvang van hun inkomen, den bedoelden toeslag mogen ontvangen: derwijze zijn deze verzekeringsplichtigen zeker op vijf en zestig jaar een pensioen van 720 frank te genieten.

Voor degenen die bij het in werking treden der wet den leeftijd van vijftig jaar niet hebben bereikt, zal een onderzoek worden ingesteld ten einde te weten over welke inkomsten zij beschikken; zij zullen daarbij een bestendige en regelmatige inspanning van vooruitzicht moeten gedaan hebben, wat er op neerkomt te zeggen dat de wet een zeker aantal stortingen volgens ieders ouderdom vereischt.

Zooals wij zien verleent de wet hun dus een rentetoeslag mits enkele voorwaarden.

Het bedrag der persoonlijke stortingen en der werkgeversbijdragen is hetzelfde voor het overgangs- en voor het normaal tijdperk. Dit bedrag wordt bepaald bij de artikelen 4 en 5 van het ontwerp.

Het ontwerp bevat beschikkingen om de arbeiders, die enkel tijdens een gedeelte van het jaar bij een werkgever arbeidend, slechts voor dien tijd verzekeringsplichtig waren en alleen gedurende enkele maanden de verplichte stortingen hebben gedaan, niet te berooven van het voordeel van den toeslag bij artikel 22 voorzien.

Zulks is de bedoeling van artikel 23.

Deze stortingen zullen nagenoeg de helft vertegenwoordigen van het aantal stortingen die de belanghebbenden zouden hebben kunnen doen en de helft van de som die zij konden storten vanaf het oogenblik dat zij de voorwaarden vervulden om de voordeelen, door de wet voorzien, te genieten.

Deze stortingen en haar minimum bedrag worden aangeduid in de volgende tabel:

| VERZEKERDEN<br>GEBOREN IN                                      | OUDERDOM<br>OP<br>1 JANUARI 1927 | VROUWEN                            |                                      | MANNEN                             |                                      |
|----------------------------------------------------------------|----------------------------------|------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|--------------------------------------|
|                                                                |                                  | Totaal<br>bedrag der<br>stortingen | Aantal<br>jaarlijksche<br>stortingen | Totaal<br>bedrag der<br>stortingen | Aantal<br>jaarlijksche<br>stortingen |
| 1862. . . . .                                                  | 65 jaar.                         | 12 frank                           | in 1 stort.                          | 18 frank                           | in 1 stort.                          |
| 1863. . . . .                                                  | 64 —                             | 24 —                               | 2 —                                  | 36 —                               | 2 —                                  |
| 1864, 1865, 1866 . . . . .                                     | van 63 tot 61 jaar.              | 36 —                               | 3 —                                  | 54 —                               | 3 —                                  |
| 1867, 1868, 1869, 1870, 1871 .                                 | van 60 tot 56 —                  | 60 —                               | 5 —                                  | 90 —                               | 5 —                                  |
| 1872, 1873, 1874, 1875, 1876,<br>1877, 1878, 1879, 1880, 1881. | van 55 tot 46 —                  | 120 —                              | 10 —                                 | 180 —                              | 10 —                                 |
| 1882, 1883, 1884, 1885, 1886,<br>1887, 1888, 1889, 1890, 1891. | van 45 tot 36 —                  | 180 —                              | 15 —                                 | 270 —                              | 15 —                                 |
| 1892, 1893, 1894, 1895, 1896,<br>1897, 1898, 1899, 1900, 1901. | van 35 tot 26 —                  | 240 —                              | 20 —                                 | 360 —                              | 20 —                                 |
| Na 1901 geboren . . . . .                                      | minder dan 26 —                  | 300 —                              | 25 —                                 | 450 —                              | 25 —                                 |

Men zou kunnen aanvoeren dat het verschil der vereischte inspanning nogal groot is van de eene reeks tot de andere en dat men evenveel vergt van iemand die vijf en vijftig als van iemand die maar zes en veertig jaar oud is; dat een persoon die zes en vijftig jaar oud is maar zestig frank moet storten in vijf betalingen, terwijl een persoon die vijf en vijftig jaar oud is het dubbel of 120 frank moet storten in tien betalingen. Wij kunnen antwoorden dat de geveerde inspanning nooit 12 of 18 frank per jaar, volgens de kunne, overtreft en dat men met de reeds aangehaalde omstandigheid rekening heeft gehouden namelijk dat hoe ouder men wordt, hoe grooter

de kansen van ziekte of werkloosheid worden. Daarbij moest het aantal reeksen ook beperkt worden om de berekening der pensioenen niet nog meer in te wikkelen; dit ware het geval geweest indien het aantal reeksen slechts ware verdubbeld. Wij meenen dus dat dit bezwaar ons niet langer moet bezighouden.

Men kan zich ook afvragen waarom het ontwerp deze twee voorwaarden vergt, namelijk een minimum bedrag en een minimum aantal stortingen. De reden is eenvoudig: de wet wil dat deze pensioentoeslag alleen wordt verleend aan degenen die een ernstige en bestendige poging hebben gedaan om zich een ouderdomsrente te vestigen. Het is de individueele poging en het vooruitzicht die aangemoedigd worden. Welnu, om doelmatig te zijn moet deze inspanning voortdurend zijn en men zou de handeling van een verzekerde, die slechts eenige onbelangrijke sommen zou storten tijdens enkele jaren en die de vereischte som zou aanvullen door een belangrijke som te storten het jaar vóór hij recht heeft op een rente, niet als een ernstige en bestendige inspanning kunnen aanzien.

Het was des te wijzer en logischer deze twee voorwaarden gelijktijdig te vergen daar wij bij het onderzoek der tabel van de rente, verkregen door aldus gedane stortingen, vaststellen dat het totaal dezer rente met den verleenden toeslag het bedrag van de kosteloze toekenning van een pensioen overtreft.

| GEBORIJAAR.         | Toestand, waarin de personen verkeerden,<br>die geen stortingen hebben gedaan.<br>Maximumbedrag der kosteloze<br>ouderdomstoelage. | Toestand, waarin de personen verkeerden,<br>die de vereischte stortingen hebben<br>gedaan. |                     |         |
|---------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------|
|                     |                                                                                                                                    | Toeslag.                                                                                   | Verworven<br>rente. | Totaal. |
| (1)                 | (2)                                                                                                                                | (3)                                                                                        | (4)                 | (5)     |
| 1862                | 600                                                                                                                                | 720                                                                                        | 4 80                | 724 80  |
| 1863                | 600                                                                                                                                | 720                                                                                        | 10 08               | 730 08  |
| 1864                | 580                                                                                                                                | 720                                                                                        | 15 84               | 735 84  |
| 1865                | 580                                                                                                                                | 700                                                                                        | 22 08               | 722 08  |
| 1866                | 560                                                                                                                                | 700                                                                                        | 28 80               | 728 80  |
| 1867                | 560                                                                                                                                | 700                                                                                        | 36 "                | 736 "   |
| 1868                | 540                                                                                                                                | 680                                                                                        | 43 68               | 723 68  |
| 1869                | 540                                                                                                                                | 680                                                                                        | 51 36               | 731 36  |
| 1870                | 520                                                                                                                                | 680                                                                                        | 52 08               | 732 08  |
| 1871                | 520                                                                                                                                | 660                                                                                        | 59 64               | 719 64  |
| 1872                | 500                                                                                                                                | 660                                                                                        | 68 04               | 728 04  |
| 1873                | 500                                                                                                                                | 660                                                                                        | 76 86               | 736 86  |
| 1874                | 480                                                                                                                                | 640                                                                                        | 86 10               | 726 10  |
| 1875                | 480                                                                                                                                | 640                                                                                        | 95 76               | 735 76  |
| 1876                | 460                                                                                                                                | 640                                                                                        | 96 76               | 736 76  |
| 1877                | 460                                                                                                                                | 620                                                                                        | 106 36              | 726 36  |
| 1878                | 440                                                                                                                                | 620                                                                                        | 116 73              | 736 73  |
| 1879                | 440                                                                                                                                | 600                                                                                        | 127 48              | 727 48  |
| 1880                | 420                                                                                                                                | 600                                                                                        | 139 "               | 739 "   |
| 1881                | 420                                                                                                                                | 580                                                                                        | 150 91              | 730 91  |
| 1882                | 400                                                                                                                                | 580                                                                                        | 153 36              | 733 36  |
| 1883                | 400                                                                                                                                | 560                                                                                        | 165 60              | 725 60  |
| 1884                | 380                                                                                                                                | 560                                                                                        | 176 56              | 736 56  |
| 1885                | 380                                                                                                                                | 540                                                                                        | 192 24              | 732 24  |
| 1886                | 360                                                                                                                                | 520                                                                                        | 206 64              | 726 64  |
| 1887                | 360                                                                                                                                | 500                                                                                        | 221 76              | 721 76  |
| 1888                | 360                                                                                                                                | 500                                                                                        | 237 60              | 737 60  |
| 1889                | 360                                                                                                                                | 480                                                                                        | 254 16              | 734 16  |
| 1890                | 360                                                                                                                                | 460                                                                                        | 271 44              | 731 44  |
| 1891                | 360                                                                                                                                | 440                                                                                        | 289 44              | 729 44  |
| 1892                | 360                                                                                                                                | 420                                                                                        | 308 52              | 728 52  |
| 1893                | 360                                                                                                                                | 400                                                                                        | 328 32              | 728 32  |
| 1894                | 360                                                                                                                                | 380                                                                                        | 349 20              | 729 20  |
| 1895                | 360                                                                                                                                | 360                                                                                        | 370 80              | 730 80  |
| 1896                | 360                                                                                                                                | 340                                                                                        | 393 48              | 733 48  |
| 1897                | 360                                                                                                                                | 320                                                                                        | 417 24              | 737 24  |
| 1898                | 360                                                                                                                                | 280                                                                                        | 442 08              | 722 08  |
| 1899                | 360                                                                                                                                | 260                                                                                        | 468 36              | 728 36  |
| 1900                | 360                                                                                                                                | 240                                                                                        | 493 72              | 733 72  |
| 1901                | 360                                                                                                                                | 200                                                                                        | 524 52              | 724 52  |
| 1902                | 360                                                                                                                                | 180                                                                                        | 554 40              | 734 40  |
| 1903                | 360                                                                                                                                | 140                                                                                        | 585 72              | 725 72  |
| 1904                | 360                                                                                                                                | 120                                                                                        | 618 48              | 738 48  |
| 1905                | 360                                                                                                                                | 80                                                                                         | 652 68              | 732 68  |
| 1906                | 360                                                                                                                                | 40                                                                                         | 688 68              | 728 68  |
| N <sup>o</sup> 1906 | 360                                                                                                                                | 0                                                                                          | 720 "               | 720 "   |

Men moet er aan toevoegen :

Tijdens de eerste jaren der toepassing van de wet zal de toekenning van den toeslag afhangen van den nood der belanghebbenden ; daarom wordt er een onderzoek ingesteld over het bedrag hunner inkomsten.

Ondanks onzen weerzin tegen elk voorafgaandelijk onderzoek over het vermogen van den verzekerde, zijn wij wel genoodzaakt het aan te nemen vermits er geen ander middel bestaat.

Doch dit onderzoek zal minder streng zijn dan dit door de wet van 1920 voorzien ; men moet inderdaad inzien dat de verzekerden die er aan onderworpen worden blijk van vooruitzicht hebben gegeven en daarbij dat zij niet moeten gestraft worden, door de afschaffing van den heelen of gedeeltelijken toeslag, omdat zij eenige besparingen zouden gedaan hebben.

De wijze van onderzoek der aanvragen zal eenige wijzigingen ondergaan om het minder hatelijk en vlugger te maken met inachtneming weliswaar der noodige maatregelen om ontduiking te vermijden en te treffen.

Het maximum bedrag der toelage zal bij koninklijk besluit (art. 34) vastgesteld worden ; dit koninklijk besluit zal een barema opmaken voor de raming der bestaansmiddelen van den betrokkene en de wet zegt uitdrukkelijk dat alleen rekening zal gehouden worden met de persoonlijke bestaansmiddelen van den aanvrager en van zijn echtgenoot.

Daarbij werd het begrip van den noodduft zeer verruimd en de vrijstellingen, door de wet van 1920 voorzien, werden door het ontwerp zeer uitgebreid, ten einde geen afbreuk te doen aan den geest van vooruitzicht en spaarzaamheid. Brengen wij meer bepaaldelijk in herinnering dat het loon volledig vrijgesteld wordt en de inkomsten, die voortkomen uit het sparen, vrijgesteld worden tot een beloop van 600 of 1,200 frank ; daarbij zal de waarde van het eenig huis, eigendom van en bewoond door den betrokkene, van een bijzondere vrijstelling genieten (art. 35).

Men zal integendeel rekening houden met den toestand der nakomelingen der aanvragers en dit om een schreeuwend misbruik, dat door de wet van 1920 bestond, te vermijden. De welstellende nakomelingen zijn burgerlijk verplicht een pensioen voor het levensonderhoud van hun bejaarde ouders in nood te betalen. Dit wordt door velen verwaarloosd en het is diep te betreuren dat dergelijke verwaarloozing niet gestraft wordt. Het ontwerp verhelpt dit misbruik met te verklaren dat de rente tot levensonderhoud, waartoe de afstammelingen volgens den graad van hun vermogen verplicht zijn, in rekening zal gebracht worden bij de bestaansmiddelen van den aanvrager (art. 36), en dat de Staat deze zou invorderen indien zij niet betaald wordt.

Derwijze zullen de ouders niet meer lijden onder het onwaardige blijk van ondankbaarheid hunner kinderen.

Wijzen wij er op dat in denzelfden geest de toeslag geweigerd wordt aan al degene die, vijf en twintig jaar oud geworden, hun bestaansmiddelen verminderen door hun goederen aan hun kinderen over te maken (art. 37). Dat is nog een misbruik dat de wetgeving van 1920 bezwaarlijk doet vermijden.

De arbeiders echter die verzekeringsplichtig waren van hun een en vijftigste tot hun vijf en zestigste jaar en tijdens die jaren de voorgeschreven stortingen zullen gedaan hebben, zullen onvoorwaardelijk aanspraak hebben op bedoelden toeslag, welk hun vermogen zij.

Voor hen is het onderzoek dus afgeschaft en aldus wordt een einde gesteld aan die pijnlijke verplichting zijn onvermogen te moeten bloot leggen, dit verschillend te zien beoordeelen volgens de persoonlijke neiging van de onderzoekers en wordt gaandeweg komaf gemaakt met het misbruik dat er in ligt nood voor te wenden ; indien het ontwerp alleen dit voordeel had, zou de vooruitgang reeds aanzienlijk zijn.

*Welke zijn nu de bijdragen van den Staat tijdens het overgangstijdperk ?*

Het is duidelijk dat om het pensioen van 720 frank ten gunste dergenen die een zekeren ouderdom bereikt hebben op het oogenblik der toepassing der wet te volmaken, de geldelijke opofferingen des te grooter moeten zijn als de loontrekkers den pensioensouderdom naderbij komen.

De Regeering heeft het heel goed begrepen ; ook voorziet het ontwerp van harentwege een grooteren toeslag voor de oudste loontrekkers. Zij kon hen echter niet allen op denzelfden voet stellen ; het volstond dat de bijdrage van den Staat belangrijk genoeg was om zijn aandeel in het pensioen te waarborgen (art. 8).

Het ontwerp voorziet dus vier reeksen voor de belanghebbenden der overgangsperiode, en indien het niet fr. 0.50 per gestorten frank kon behouden voor al degene die na 1881 geboren zijn, voor degenen die op 1 Januari 1926 minder dan vijf en veertig jaar oud zijn, dan heeft het toch den toeslag verhoogd voor al degenen die vóór dien datum geboren zijn.

Voor de verzekeringsplichtigen die geboren zijn van 1876 tot en met 1881, bedraagt de bijdrage van den Staat fr. 0.60 per gestorten frank ; voor hen die geboren zijn tusschen 1870 en 1875 bedraagt zij fr. 0.75 en voor hen die geboren zijn tusschen 1862 en 1869 bedraagt zij 1 frank.

De Rijksbijdrage wordt dus als volgt vastgesteld :

| VROUWELIJKE<br>VERZEKERINGSPLICHTIG N<br>GEBOREN IN | MINIMA<br>PERSOONLIJKE<br>STORTINGEN | WERKGEVERS-<br>BIJDRAGE | RIJKSBIJDRAGE |
|-----------------------------------------------------|--------------------------------------|-------------------------|---------------|
| Normaal tijdperk :<br>Na 1881 . . . . .             | 12 »                                 | 12 »                    | 12 »          |
| Overgangstijdperk :<br>Van 1876 tot 1881 . .        | 12 »                                 | 12 »                    | 14.40         |
| Van 1870 tot 1875 . .                               | 12 »                                 | 12 »                    | 18 »          |
| Van 1862 tot 1869 . .                               | 12 »                                 | 12 »                    | 24 »          |

| MANNELIJKE<br>VERZEKERINGSPLICHTIGEN<br>GEBOREN IN | MINIMA<br>PERSOONLIJKE<br>STORTINGEN | WERKGEVERS-<br>BIJDRAGE | RIJKSBIJDRAGE |
|----------------------------------------------------|--------------------------------------|-------------------------|---------------|
| Normaal tijdperk :<br>Na 1881 . . . . .            | 36 »                                 | 36 »                    | 36 »          |
| Overgangstijdperk :<br>Van 1876 tot 1881 . .       | 36 »                                 | 36 »                    | 43.20         |
| Van 1870 tot 1875 . .                              | 36 »                                 | 36 »                    | 54 »          |
| Van 1862 tot 1869 . .                              | 36 »                                 | 36 »                    | 72 »          |

Deze getallen zijn een minimum, want de staatsbijdrage houdt alleen op als de jaarlijksche stortingen, op rekening van den verzekeringsplichtige ingeschreven, 288 frank te boven gaan.

## VRIJWILLIGE STORTINGEN VAN DE VERZEKERINGSPLICHTIGEN.

Het ontwerp heeft insgelijks het geval moeten voorzien waarbij verzekeringsplichtigen hun stortingen niet zouden kunnen voortzetten; er zijn namelijk de gevallen van werkloosheid en van ziekte.

Tijdens die perioden, die niemand kan vermijden, trekken die arbeiders geen loon en houden zij dus op verzekeringsplichtig te zijn. Zij blijven vrij tijdens die periode als vrijwillige verzekerden stortingen te doen en, indien zij wegens onvoldoende bestaansmiddelen die stortingen niet kunnen doen, dan mogen zij immer, zoodra zij opnieuw loon trekken, een hoogere storting doen dan deze waartoe zij verplicht zijn. Stippen wij aan dat deze bijkomende storting, zoo zij geen recht geeft op de werkgeversbijdrage, toch de Staatsbijdrage ontvangt.

Aldus zullen de arbeiders, indien zij het willen, in staat zijn door bijkomende stortingen het tekort aan te vullen dat in de vestiging van hun rente ontstond, door de onmogelijkheid waarin zij zich bevonden gedurende een min of meer langen tijd te storten.

Dit is een ander voordeel van de wet.

## KOSTELOOS PENSIOEN.

Wij noemen een echt kosteloos pensioen dit door het ontwerp toegekend aan de arbeiders die van hun vijftig tot vijf en zestig jaar de bij de wet voorgeschreven stortingen hebben gedaan.

Doch er is meer en namelijk dat het ontwerp rekening houdt met den toestand der ellendigste onder de Belgen, met allen die om de eene of andere reden niet de vereischte stortingen hebben gedaan of wier stortingen niet het vereischt aantal zouden bereikt hebben waardoor zij den toeslag zouden verliezen als zij vijf en zestig jaar oud zijn, als hunne bestaansmiddelen zeer gering zijn en hun arbeid hun niet meer toelaat het dagelijksch brood te verdienen. Het ontwerp heeft hen niet ten laste willen laten van de burelen van weldadigheid of bijzondere menschlievende vereenigingen, daar deze armoede het gevolg kan zijn van een ongelukkig bestaan en pijnlijke omstandigheden waarvoor zij geenszins verantwoordelijk zijn. De wet bekommert zich met het lot van die ongelukkige wrakken der samenleving en verleent hun een kosteloos pensioen.

Billijkheidshalve kan deze toeslag niet zoo groot zijn als de bijdrage verleend aan degenen die bewijs hebben geleverd van vooruitzicht; trouwens deze toeslag vermindert van jaar tot jaar zooals de bijdrage en voor dezelfde redenen.

Deze bijdrage is dezelfde voor heel het land en dit om te antwoorden op de bezwaren ingebracht tegen de wet van 1920 die een verschil van pensioen voorziet volgens het aantal inwoners van de gemeente welke de betrokkene bewoont; deze bijdrage bereikt 600 frank voor de oudsten, daalt geleidelijk met 20 frank gedurende vier en twintig jaar, om vanaf het vijf en twintigste jaar op 360 frank per jaar te vallen.

De sommen 600 en 360 frank zijn evenwel maxima en al de belanghebbers zullen ze niet trekken. Wij verhaasten ons te zeggen dat deze toelage niet dan na een voorafgaandelijk onderzoek verleend wordt, doch het begrip van behoefteigheid werd verruimd, zooals voor den pensioentoeslag.

Blijkt een onderzoek noodig, dan is het wel in dit geval dat het 't minst zal besproken worden. Wat de vrijstellingen betreft, deze zijn dezelfde als die welke wij inzake pensioentoeslag hebben onderzocht.



Eene straf wordt voorzien voor hen die op bedriegelijke wijze hun inkomsten aan hun kinderen toekennen, zij mogen geen aanspraak maken op kosteloos pensioen; zijn er bij de belanghebbenden die in een openbare of private inrichting zijn ondergebracht, dan zal een koninklijk besluit de voorwaarden der toekenning van een kosteloze bijdrage regelen. Hier is geen commentaar voor noodig.

## DE VRIJE VERZEKERDEN.

Bij den aanhef van dit verslag hebben wij gezegd dat, naast de verzekeringsplichtigen, er ook vrije verzekerden waren die de voordeelen van het ontwerp konden genieten.

Deze laatsten zijn nogal talrijk en behooren tot beide onderstaande categoriën:

1<sup>o</sup> Er zijn eerst de vrouwen der verzekeringsplichtigen en hunne kinderen, zoodra die zes jaar oud zijn. Het kan gebeuren dat de vrouw van een verzekeringsplichtige op het tijdstip van haar huwelijk eveneens verzekeringsplichtig is en dat zij dit blijft, omdat zij voor iemands rekening werkt. Zoolang zij een loon trekt, blijven op haar de wetsbepalingen van toepassing betreffende de verzekeringsplichtigen.

Houdt zij echter op te arbeiden voor rekening van een werkgever, dan belet haar niets vrijwillige storting te doen en het blijft wel verstaan dat de rente, die zij verworven heeft door middel van verplichte of vrijwillige storting, met evenveel de offers verminderen zal die haar echtgenoot zich moet getroosten tot vestiging van zijn pensioen.

Gaat zij echter voort storting te doen, dan zal de rente, door deze storting gevestigd, haar pensioen met evenveel verhoogen, maar de Staatspremiën zullen ophouden wanneer, door middel van deze laatsten, eene globale rente werd gevestigd van 240 frank.

2<sup>o</sup> Vervolgens zijn er talrijke burgers wier inkomen dit van de verzekeringsplichtigen niet overschrijdt, maar hun ontbreekt een vereischte om verzekeringsplichtig te zijn; zij zijn geen loontrekkers, zij arbeiden voor eigen rekening; zij zijn werkgever en arbeider tevens; tot die categorie behooren de geringe ambachtslieden, de kleinhandelaars, de kleine landbouwers; hun toestand is belangwekkend en de Regeering moet met hun lot begaan zijn. Ook zij kunnen de voordeelen van de wet genieten, de Staatspremiën ontvangen, alsook den pensioentoeslag en zelfs het kosteloos pensioen.

Maar, men begrijpt ook dat men paal en perk heeft moeten stellen aan de mildheid van den Staat en dat het noodig was een maximum-inkomen te bepalen. Dit maximum moest hooger zijn dan dit bepaald voor de verzekeringsplichtigen voor wie slechts het gewonnen loon in aanmerking komt. Wat de vrije verzekerden betreft, komen enkel in aanmerking al de inkomsten, zoowel bedrijfsinkomsten als andere. Men moest dus een maximum voorzien, zooniet ware de Staat verplicht geweest merkelijke voordeelen in te ruimen aan hen die hooge inkomsten hadden. Het ontwerp bepaalt het totaal dezer inkomsten op 15,000 frank en het lijkt wel dat aldus niemand zal worden geschaad.

De vrouwen en kinderen dezer vrije verzekerden kunnen op hunne beurt vrije verzekerden worden (art. 25).

Hier ook heeft een wijziging van het oorspronkelijke ontwerp rekening gehouden met het aantal kinderen; het bepaalt dat het maximum-inkomen van 15,000 frank verhoogd wordt met 500 frank per kind. Dit kunnen wij slechts goedkeuren.

De Staatspremiiën zijn dezelfde als voor de vrije verzekerden (art. 8).

Om elke speculatie te vermijden heeft het ontwerp een maximum-storting moeten voorzien voor het verleen en eener premie. Dit maximum wordt door de wet bepaald voor de jaarlijksche verplichte stortingen. Hier echter ligt de weg voor ons open, en de jaarlijksche storting is niet meer vereischt; de vrije verzekerde mag storten wanneer hij wil en zooveel hij wil, hij mag zijne stortingen onderbreken, hen later voortzetten, maar men begrijpt dat de Staat boven een zeker bedrag geen premiiën kan verleen en. De wet bepaalt dit bedrag (art. 27); het mag 144 frank per jaar niet overschrijden, dit zoowel voor al de vrije verzekerden en hunne vrouwen en kinderen als voor de vrouwen en kinderen der verzekeringsplichtigen, het gelde de vestiging eener ouderdomsrente of eener overlevingsrente of van beide tegelijk. Dit bedrag steunt op een storting van 12 frank per maand; de Staat verleent 50 t. h. toelage zoodat deze 72 frank per jaar niet overschrijdt en ophoudt zoodra de verworven rente 240 frank bereikt voor de ouderdomsrente van den man en eene rente van hetzelfde bedrag voor zijne vrouw.

Een grooter inspanning mag worden gevergd van de vrije verzekerden, omdat zij, als werkgever en arbeider tevens, een aanvullende storting moeten doen om het gemis van werkgeversbijdrage te verhelpen.

Doch, naast de mogelijkheid voor den vrije verzekerde zich eene ouderdomsrente te vestigen, geniet hij nog andere voordeelen, onder meer den rentetoeslag, dien hij tegen dezelfde voorwaarden als de verzekeringsplichtige ontvangt. Hij moet dus (art. 28) ten minste dezelfde stortingen doen en een aantal stortingen gelijk aan dit vereischt van de verzekeringsplichtigen gedurende het overgangstijdperk.

Voor hem kon men het voorafgaand onderzoek niet afschaffen met het oog op den toeslag, zoomin als voor de vrije verzekerden die regelmatige stortingen hebben gedaan gedurende elk der laatste vijftien jaren, die aan het ingenottreden der rente voorafgaan. Wij weten dat de verzekeringsplichtigen, die zich aan de wettelijke voorschriften onderwerpen, geen onderzoek moeten ondergaan; maar deze uitzondering kon niet behouden blijven voor de vrije verzekerden die, als onafhankelijke arbeiders in nijverheid, landbouw of handel, in de meeste gevallen voortgaan hun beroep uit te oefenen, zelfs nadat zij den leeftijd van vijf en zestig jaar hebben bereikt. Dit is over het algemeen niet het geval met de loontrekkers. Men moest dus de inkomsten schatten der vrije verzekerden alvorens hun den voorzienenen toeslag te verleen en.

Zoo de vrije verzekerden de voorgeschreven stortingen niet hebben kunnen doen en zoo zij in behoeftige omstandigheden verkeer en, wanneer zij vijf en zestig jaar oud zijn, kunnen zij, na onderzoek, het kosteloos ouderdomspensioen bekomen in dezelfde omstandigheden als de verzekeringsplichtigen.

Een ander voordeel dat ten slotte de vrije verzekerden genieten is de toeslag op de overlevingsrente voor de vrouw en de tegemoetkoming voorzien voor de weezen; maar, om daarop aanspraak te kunnen hebben, moet de vrije verzekerde de bij artikel 28 voorgeschreven stortingen hebben gedaan: dit artikel vergt derhalve dat de vrije verzekerde jaarlijks 36 frank hebbe gestort in den loop der laatste vijf jaren van zijn leven, met het oog op de vestiging van deze overlevingsrente.

Men ziet dus dat de voordeelen aan de vrije verzekerden verleend gelijk zijn aan die voor de verzekeringsplichtigen. Wat de wet in hoofdzaak van hen vergt is eene ernstige daad van voorzorg te stellen, en het is te hopen dat al de belanghebbenden zullen begrijpen dat zij dezen weg moeten opgaan willen zij een onbezorgden ouden dag beleven.

Volledigheidshalve moeten wij er op wijzen dat het ontwerp ook spreekt

van de vrije verzekerden die mochten komen te sterven vóór dat zij den tijd hebben gehad de vijf voor het bekomen van de overlevingsrente vereischte stortingen te doen. Eene bijzondere bepaling van artikel 28 maakt voor hen de naleving der reglementaire bepalingen leniger en mogelijk.

### TOESTAND DER VREEMDE ARBEIDERS.

Voor al in de zoogezegde sociale wetten komt meer en meer de neiging voor den dag de weldaad der Belgische wetgeving tot vreemdelingen uit te breiden. Hier ook vinden wij den wensch terug vreemde arbeiders, die aan onze landgenooten hun arbeid komen aanbieden, niet te benadeelen. Hoe rechtmatig deze wensch ook zij, mag men niet uit het oog verliezen dat hier wederkeerigheid vereischt wordt. Dit wordt door artikel 3 der wet gehuldigd en zoo, wat het ouderdomspensioen betreft, de vreemde arbeiders aan dezelfde regeling zijn onderworpen als de Belgische arbeiders, toch hebben zij enkel aanspraak op de werkgeversbijdrage en de Rijksbijdrage, zoo er wederkeerigheid bestaat, m. a. w., zoo hun land van herkomst aan onze landgenooten gelijkwaardige voordeelen verleent. De toestand der vreemde arbeiders zal dus verschillend zijn en afhankelijk van de bijzondere voordeelen door de verschillende Staten verleend aan de Belgen die aldaar arbeiden. Zijn er voor deze laatsten geen bijzondere voordeelen, dan blijft toch de werkgeversbijdrage verschuldigd en dit is des te meer begrijpelijk daar het land er geen belang bij heeft vreemde arbeidskrachten te bevoordeelen zoo er geen vergelding is; maar, in dit geval, worden de werkgeversbijdragen gestort in het bijzonder fonds voor toeslagen op pensioenen en overlevingsrenten. Een betere bestemming had men daar niet voor kunnen vinden.

Een gelijkaardige bepaling werd getroffen ten bate van de vreemden die geen loontrekkers zijn en die als vrije verzekerden stortingen doen (art. 29). Dezen ook kunnen de bijzondere voordeelen van de wet genieten zooals zij in titel II staan vermeld, d. w. z., Staatspremiën en toeslagen op pensioenen en renten, mits de desbetreffende wetgeving van hun land van herkomst aan de Belgische arbeiders gelijkwaardige voordeelen verleent.

Aangezien geen enkele wetgeving zoo mild is als de voorgestelde, mag men onderstellen dat de vreemde Staten zich verhaasten zullen gelijkwaardige voordeelen te verleen aan de aldaar verblijvende Belgen.

### VERZEKERINGSORGANISMEN.

Men mocht er niet aan denken de in België bestaande instellingen voor ouderdomspensioenen omver te werpen.

Eerst en vooral hebben wij de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas; de wet bepaalt dat zij belast is met het beheer van kapitalen en de vestiging van renten. De wet brengt daar geen nieuwigheid aan toe. De algemeen gemaakte Lijfrentekas blijft dus voor den verzekerde het organisme waarbij de stortingen moeten worden gedaan die recht geven op Staatspremiën, maar het blijft verstaan dat de reglementen en tarieven van deze instelling moeten worden goedgekeurd door den Minister van Nijverheid en Arbeid (art. 30).

Doch naast de Lijfrentekas behoudt de wet de talrijke maatschappijen die sedert 1900 tot stand kwamen onder de benaming: « Pensioen-mutualiteiten ». Men mocht er niet aan denken deze onmisbare hulpkrachten af te schaffen, want, naast de 1,800,000 verzekeringsplichtigen staan de vrije verzekerden die een statige massa vormen; ook diende men rekening te houden met het feit dat een groot aantal arbeiders reeds titularis

zijn van een pensioenboekje door bemiddeling van een dezer mutualiteiten ; men moest deze instellingen integendeel een nieuw leven inblazen en hen op de hoogte hunner taak brengen. Dit wordt door het ontwerp in zijn artikel 32 gedaan.

Daar blijft het echter niet bij : aan den arbeider moet de vrije keuze worden gewaarborgd van zijn verzekeringsorganisme, hij mag volstrekt aan geen drukking vanwege zijn werkgever blootstaan ; artikel 31 voorziet dit geval en aldus kan elk misbruik gemakkelijk worden beteugeld.

Het staat den verzekeringsplichtige vrij, zoo hij het verkiest, den werkgever rechtstreeks de storting in de Algemeene Lijfrentekas te laten doen ; wenscht hij echter dat de storting geschiede door bemiddeling van een erkende mutualiteit, dan zal aldus geschieden ; een koninklijk besluit regelt het innen der storting van den verzekeringsplichtige en het overmaken daarvan, alsmede van de werkgeversbijdrage aan de Algemeene Lijfrentekas (art. 7).

Een andere zijde van het vraagstuk is de toestand der huisarbeiders en der arbeiders betaald tegen maakloon, per stuk of per taak. Dezen moeten eveneens stortingen doen, want zij zijn aan de wet onderworpen en zij arbeiden voor rekening van een werkgever ; deze laatste moet dus ook zijne bijdrage storten.

Het is onmogelijk in een wet al de toestanden te voorzien die zich mochten voordoen ; deze toestanden zijn van zeer uiteenloopenden aard en verschillen in het oneindige ; door middel van een koninklijk besluit dat leniger is, lichter kan gewijzigd worden en aan de omstandigheden aangepast, zal de inningswijze der persoonlijke stortingen en der werkgeversbijdrage moeten worden geregeld (art. 9), dat is de eenige practische en redelijke oplossing.

## STRAFBEPALINGEN.

Het wetsontwerp legt aan de arbeiders en de werkgevers nieuwe verplichtingen op waaraan zij zich niet kunnen onttrekken ; men moet dus straffen voorzien voor hen die dat wel zouden beproeven.

Behalve de sancties voorzien bij artikel 37 en die de belanghebbenden zelve betreffen, bevat het ontwerp andere straffen van toepassing op de werkgevers en wel onder vorm van boeten of hechtenis in geval van zwaar misgrijp :

1<sup>o</sup> Geldboete voor den werkgever of zijn bediende die geen afhouding van het arbeidersloon heeft gedaan ;

2<sup>o</sup> Of die nagelaten heeft het bedrag daarvan te storten overeenkomstig het koninklijk besluit ;

3<sup>o</sup> Of die zijne bijdrage niet heeft gestort (art. 39) ;

4<sup>o</sup> Geldboete en zelfs gevangenisstraf voor allen die een verzekeringsplichtige of een vrijen verzekerde gedwongen hebben deel uit te maken van een bepaald organisme, of die hem belet hebben zich aan te sluiten bij het organisme zijner keuze (art. 41) ;

5<sup>o</sup> Gevangenisstraf voor elken persoon die, willens en wetens, valsche verklaringen heeft afgelegd om de voordeelen der wet te genieten of te doen genieten (kosteloos pensioen, pensioentoeslag, enz...) (art. 42) ;

6<sup>o</sup> Geldboete voor de werkgevers of hunne bedienden die weigeren inlichtingen te verstrekken met het oog op de uitvoering der wet.

De werkgevers zijn bovendien burgerlijk verantwoordelijk voor de betaling der aan hunne bedienden opgelegde boeten.

## BIJZONDERE BEPALINGEN.

Inzake betaling der renten, toeslagen en kosteloze tegemoetkomingen zal een koninklijk besluit de modaliteiten regelen (art. 48).

De volmachten, kwijtschriften, getuigschriften in verband met de uitvoering der wet zijn vrijgesteld van zegel-, griffie- en registratierecht (art. 49).

De renten, toeslagen en ouderdomstoeslagen zijn vatbaar noch voor overdracht noch voor beslag, behalve wat betreft de in gestichten verpleegde oude mensen en wel ten bate van deze gestichten (art. 50).

Zij, die de weldaad van de wet op de pensioenen voor mijnwerkers genieten, mogen zich niet beroepen op de bijzondere voordeelen der algemeene wet op de ouderdomspensioenen; eveneens mogen de weduwen en weezen van een arbeidslachtoffer, die krachtens de wet van 1903 voor het minst gelijkwaardige vergoedingen trekken, deze vergoedingen niet tegelijk trekken met de toeslagen door dit ontwerp verleend. Deze bepalingen zijn licht te verklaren en behoeven geen verder commentaar (art. 51).

Uitdrukkelijk wordt bepaald dat de bepalingen der wet van 20 Augustus 1920 van kracht blijven behalve wat een enkel punt betreft: de bejaarde personen, die thans een tegemoetkoming overeenkomstig deze wet trekken, kunnen, vanaf 1 Januari 1926, de herziening daarvan vragen op grond van de mildere vergoedingen in het ontwerp voorzien. In plaats dus van hun het kosteloos pensioen te ontnemen, verschaft het ontwerp hun de mogelijkheid het te behouden, met de bepalingen der wet van 1920 te verruimen.

## BESLUIT.

Onze taak is nu ten einde. Wij hopen genoeg licht te hebben geworpen op de werking van de nieuwe wetgeving, hare talrijke voordeelen, hare logische ineenschakeling en haren wetenschappelijken opbouw. Wij meenen ook te hebben bewezen dat het ontwerp, dat de Regeering ons verzoekt goed te keuren, een ongemeenen vooruitgang daartelt en dat deze wetgeving, zooniet de meest volmaakte, althans beter is dan eenige wetgeving in Europa. Het is een eeretitel voor ons land en wij houden ons overtuigd dat deze wet aan de bejaarde arbeiders meer welstand zal verschaffen, meer geluk en huiselijke vreugd. Zij zal ook grootendeels bijdragen tot den socialen vrede dien wij allen tot stand mochten zien komen.

De goedkeuring van dit ontwerp heeft ten gevolge het vervallen van het ontwerp betreffende de ouderdomspensioenen dat in de Kamer werd behandeld en goedgekeurd in Mei 1914, en waarover in den Senaat verslag werd ingediend, op 30 April 1919, door den verslaggever zelve van het tegenwoordige ontwerp. Op verzoek van Minister Wauters, was de behandeling van dit ontwerp door den Senaat onbepaald verdaagd geworden, tengevolge van de indiening van het ontwerp dat tot voorloopige wet werd gemaakt. Het ontwerp van 1919 mag dus van onze dagorde worden afgevoerd.

Uwe Commissie, Mevrouw en Mijne Heeren, heeft het ontwerp goedgekeurd en verzoekt U het eerlang ter stemming te leggen. In de Kamer werd het aangenomen in de vergadering van 25 Juli 1924 met 142 stemmen en 7 onthoudingen.

*De Verslaggever,*  
Ridder DE GHELLINCK D'ELSEGHEM.

*De Voorzitter,*  
ARM. HUBERT.